



# **Offensive idéologique**

**d'un**

# **Front de Droites Dures**

Maxime VIALA  
Président de Terra Nova Essonne



Cette oeuvre, création, site ou texte est sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.  
Pour accéder à une copie de cette licence, merci de vous rendre à l'adresse suivante <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/> ou envoyez un courrier à Creative Commons, 444 Castro Street, Suite 900, Mountain View, California, 94041, USA.

Dans un contexte de crise et un monde en profonde mutation, un Front de Droites Dures a lancé son offensive idéologique. S'appuyant sur les angoisses générées par les transformations de notre temps, il propose une grille de lecture et avance ses pions.

Le Front de Droites Dures, réactionnaire, répond aux besoins de repères et de protection, armé de quelques-uns de ses vieux réflexes, proposant quelques-unes de ces vieilles recettes remises au goût du jour... Chantre de son émergence, Patrick Buisson, idéologue et conseiller des Princes, a développé une stratégie politique conduisant à la convergence des forces conservatrices. Nicolas Sarkozy, dont il chuchota à l'oreille, déclarait ainsi en 2007 : « *Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci<sup>1</sup> : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là.* ». La bataille politique est d'abord une bataille culturelle. La même analyse avait conduit à la construction de la « Nouvelle droite » durant les années 1970.

1

**Antonio GRAMSCI** est un écrivain et théoricien politique. Membre fondateur du Parti communiste italien, dont il fut un temps à la tête, il demeure en prison sous le régime mussolinien. Il développa la notion d' « hégémonie culturelle ».

Le GRECE<sup>2</sup> et le Club de l'Horloge<sup>3</sup> s'étaient ainsi fixés comme objectif de composer un nouveau logiciel de pensée à destination de la droite et de l'extrême droite.

Aujourd'hui, ce Front de Droites Dures se bâtit, pierre après pierre, en tissant un lien systématique et immuable entre nos « valeurs chrétiennes historiques », notre culture et notre identité. Ainsi, la religion n'est plus religion, elle devient notre culture ; elle n'est plus religion, elle est la défense de nos valeurs historiques ; elle n'est plus religion, elle est notre identité.

Cette articulation entre religion, valeurs historiques, culture et identité permet de construire le « bouclier du nouveau conservatisme » ; un conservatisme proposant une vision historique figée de notre pays, un conservatisme culturel qui se veut rassurant face à une société en mouvement, face, aussi, au multiculturalisme, à l'autre en général et à l'islam en particulier.

Un conservatisme global est en construction. Il est en marche, il se trouve au centre d'une recomposition progressive de l'espace politique. Il est au cœur de l'émergence d'un Front de Droites Dures, il est culturel et politique, il vient brouiller les lignes, il est de plus en plus présent dans les têtes et dans les urnes. Il prend ses racines au Front National et dans la Droite Dure ou la Droite dite « Forte » de LR, mais aussi dans La Manif pour Tous... S'il correspond à un mouvement culturel de fond, il est aussi incarné : Buisson, Maréchal Le Pen, Menard, Le Pen, de Villiers, Zemmour mais aussi Morano, Sarkozy, Peltier, Waucquiez...

2

**GRECE** : Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne, également connu sous l'appellation médiatique « Nouvelle Droite », est une « société de pensée à vocation intellectuelle » officiellement fondée en janvier 1969 par quarante militants issus de la mouvance nationale-européenne.

3

**Le Club de l'Horloge** est une association française, plus précisément « un cercle de réflexion politique ». Il a été créé en 1974, notamment par Henry de Lesquen, président de Radio Courtoisie, qui en a assumé la direction jusqu'à aujourd'hui. Chacun de ses fondateurs dont Yvan Blot (RPR) et Jean-Yves Le Gallou (UDF), et aussi de ses adhérents regroupant des cadres, des hauts fonctionnaires, des intellectuels, des hommes politiques et des universitaires français de droite et d'extrême droite, ont prôné une « union de la droite, en faisant entrer le Front national dans une alliance de gouvernement ».

les divergences existent, le sens est commun, faire émerger un conservatisme global s'appuyant sur la revendication d'une identité figée. Là est le socle de ce Front.

Gaël Brustier, politologue, précise ainsi dans un article de Slate : « *Si l'on pense en termes d'évolutions idéologiques du pays, en termes de dominations culturelles, c'est-à-dire de tout ce qui relève de l'ordre des représentations et de la vision du monde, il faut bien constater que les droites forment, de plus en plus (même si ce processus n'est pas achevé) un continuum idéologique, électoral et social.* ».

La critique et/ou le rejet radical de la mondialisation et de l'Europe constitue un complément à une pensée cohérente et devient ainsi source de toutes les difficultés hexagonales (sur ce point, on notera tout de même une divergence de taille entre l'aile droite de LR et le FN mais aussi un mouvement idéologique profond dans la société française). Le danger proviendrait une nouvelle fois de l'extérieur, la solution serait à nouveau celle du repli, de la défense d'une identité mise en danger. Un protectionnisme réactionnaire, un protectionnisme de l'extrême, est donc désormais proclamé, il est culturel mais aussi économique et vise à apporter une réponse prétendument structurée aux craintes et pertes de repères. Cette approche aboutira à la tentative de construction d'un nouveau clivage entre « patriotes et mondialistes » régulièrement remis au goût du jour.

La note de Terra Nova L'axe UMP-FN : vers le parti patriote ? met en exergue ce mouvement idéologique : « (...) au total, le néo-FN tente de crédibiliser une réponse globale à la crise que nous traversons. La France se perd parce qu'elle est entrée dans la mondialisation. Le crédo est donc simple : sortir de la mondialisation. Comment ? Par le protectionnisme culturel (défendre les valeurs nationales), économique (défendre les emplois) et social (défendre la sécurité sociale). Un programme réactionnaire nostalgique de la « France éternelle » : « c'était mieux avant »... Mais aussi un programme de protection globale particulièrement attractif pour tous les Français qui sont travaillés par la crise et qui ont peur – peur de perdre leur identité, peur du déclassement, peur de perdre leur mode de vie. ».

L'offensive du Front de Droites Dures progresse sur un terrain malheureusement trop souvent laissé vacant. Par la simplification du discours, par la création de bouc-émissaires, en nourrissant les peurs, elle gagne du terrain. N'en doutons pas, certains continueront à susciter un climat de défiance systématique. Ils continueront à offrir des repères simplistes pour répondre à l'angoisse du changement, ils continueront de se baser sur une culture prétendument immuable, sur une Nation statique, sur une opposition à tous les principes qui visent à réunir au-delà des différences : la laïcité, la république, l'universalisme... Ils l'ont fait hier, ils le font aujourd'hui, ils ne cesseront pas demain.

Au-delà... au-delà des corps intermédiaires, qu'ils se nomment syndicats, journalistes, partis politiques... au-delà de toute structure hiérarchique, se développe donc un discours qui vise à donner corps à cette offensive idéologique en s'adressant directement au peuple... Il vise ainsi à contourner un système tant décrié mais aussi à brouiller autant que faire se peut le paysage politique.

Il faut faire face, sans minimiser ni les craintes ni les inquiétudes. L'affaissement des cadres, des repères, la dynamique inégalitaire, la prégnance de la société de consommation, autant d'éléments qui participent à l'émergence de ce sentiment de vide, à cette anxiété qui progresse. Certains la nourrissent pour la transformer en fond de commerce et voudraient l'utiliser pour faire fructifier leurs discours réactionnaires. Face à cette offensive d'un Front de Droites Dures décomplexé, face à la profonde mutation dans laquelle nous sommes plongés, il est fondamental d'apporter une vision et de tracer de nouvelles perspectives.

La bataille idéologique n'est plus une option. Il faut faire face aux difficultés, sans les nier ni les contourner. Il faut faire face à la brutalité, à la violence d'aujourd'hui sans l'édulcorer. Il s'agit de l'affronter, de se réapproprié le temps long dans un monde sans cesse en mutation. Le défi est majeur. C'est celui du sens.

## Les sondages d'opinion et l'importance du discours politique.

Des chiffres, des sondages... vous en trouverez à foison dans les pages qui vont suivre. Ils marquent un état de l'opinion. On peut y voir, certains le feront parce qu'ils y ont politiquement intérêt, une France qui veut se replier, une France qui a peur d'elle-même, de ce qu'elle est et de ce qu'elle imagine devenir. Rejet de la mondialisation, de l'Europe, volonté de protectionnisme... autant de marqueurs émergents à partir desquels plusieurs interprétations sont possibles, plusieurs actions également. Une seule certitude à ce stade : l'immobilisme ne peut conduire qu'au pire, l'offensive idéologique de ce Front de Droites Dures est aujourd'hui réussie. La gauche se doit d'être en mouvement. Ce n'est plus seulement une question tactique, c'est une question vitale.

Vincent Tiberj, chercheur à Sciences Po, met en avant au sein d'un ouvrage collectif, le réel impact des offensives idéologiques sur les évolutions de l'opinion. Il complète en donnant un exemple symptomatique de la dynamique en place : *« En 1984, 24 % des Français étaient en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales. En mai 2012, ils étaient 60 %, mais trois mois plus tard ils n'étaient plus que 40 %. Entre-temps, LR était entré en campagne interne et Jean-François Copé avait placé la hantise du communautarisme et de l'islam au cœur du débat. La gauche n'ayant alors avancé aucun contre-argument, une partie de l'électorat a rebasculé. La coloration de la campagne, les enjeux qui y sont débattus et la manière dont on les aborde ont de plus en plus d'importance dans les votes. »*. S'il ne faut pas tirer de conclusions hâtives de ce type de mouvement qui résulte de facteurs multiples, il importe d'avoir en tête le lien entre l'opinion et les arguments présentés...

Offensive idéologique d'un front de droites dures



**LES OUTILS DE  
L'OFFENSIVE  
IDÉOLOGIQUE  
D'UN FRONT DE  
DROITES DURES**



# **1. Le retour des valeurs chrétiennes historiques au cœur de notre culture et le refus du multiculturalisme**

Si la situation économique est un moteur de l'inquiétude, la dimension culturelle en est également l'une des facettes.

La crise constitue un élément de contexte déterminant. Elle touche le quotidien de plus en plus de Français, elle est génératrice d'angoisses et renvoie également à une crainte de l'avenir pour soi et ses enfants. Elle nourrit évidemment la vague de l'offensive du Front de Droites Dures. Elle ne saurait toutefois être perçue comme le seul facteur du malaise ambiant.

L'« insécurité culturelle » constitue également un moteur de l'offensive qui a sa dynamique propre. Dans Alternatives économiques de février 2014, Jean-Yves Camus, politologue, souligne que : « *l'exemple de la prospérité norvégienne, suisse et néerlandaise infirme l'existence d'un lien automatique entre récession et succès électoral de l'extrême droite. Je crois davantage à l'explication par ce que certains appellent l'insécurité culturelle, en particulier lorsqu'elle se surajoute à la crainte du déclassé social. Etre ébranlé dans ses valeurs de référence, sentir que l'Europe n'est plus le moteur de l'histoire et que le mythe du progrès continu touche à sa fin, tout cela constitue un terreau pour le vote identitaire et/ou antisystème.* ».

C'est sur ce terrain culturel que nous allons commencer à analyser les dynamiques offensives mises en place par ce Front de Droites Dures. Elles s'appuient sur la volonté de faire ré-émerger un passé idéalisé. Elle propose des repères culturels puisés dans une lecture particulière de l'histoire de France où les valeurs chrétiennes ont la part belle. Ce cadre constitue la première pierre qui permettra de remettre en cause de manière cohérente, ou de réinterpréter, la laïcité, la République, l'Universalisme... mais aussi de promouvoir une Nation figée et repliée...

## LA RELIGION POUR RÉPONDRE À LA QUESTION DU SENS ET LA REMISE EN CAUSE DE LA PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES

Une société en manque de repères, des citoyens en recherche de sens... C'est autour de ce constat que l'église catholique a construit son offensive idéologique pour retisser un lien distendu entre la religion et nos sociétés. Au-delà de la religion en tant que telle, c'est un retour à certaines valeurs qui est préconisé, c'est la refondation d'un socle qui ré-émergerait des tréfonds de notre histoire qui est proposé. L'analyse de cette démarche permet de saisir une partie de la dynamique à l'œuvre.

L'objectif est ainsi de redonner du sens en remettant les valeurs chrétiennes (telles que cette droite les interprètent) au centre des débats. C'est aussi le moyen de faire valoir un passé et des traditions qui puisent leurs fondements dans notre histoire. Ce sont des repères qui peuvent rassurer dans un monde en mouvement et ainsi faire face à l'« insécurité culturelle » au cœur de notre société...

Comme le précise Gaël Brustier dans un article de *Slate* : « *Si la fréquentation des paroisses baisse, l'institution ecclésiastique a démontré sa capacité à se saisir de l'évolution des mentalités. Elle a notamment intégré l'impact de la montée en puissance des communautés charismatiques et le fait que les jeunes générations de catholiques, si elles sont moins piétistes que leurs aînées, sont davantage engagées dans le débat public, acquises à l'idée qu'il s'agit d'une « crise anthropologique » majeure, que la civilisation est en jeu et que leur devoir est d'être à l'avant-garde de ce combat.* ».

C'est bien l'enjeu dit « civilisationnel » que l'on retrouve au moment de la polémique sur la référence à la chrétienté au sein de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ainsi, on peut lire sous la plume de Henri Tincq une mise en exergue du débat qui travaille nos

sociétés et des nouveaux clivages qui en résulte : « *La polémique sur les racines chrétiennes de la France avait déjà éclaté lors de la rédaction, en l'an 2000, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Cette Charte voulait réaffirmer l'« héritage religieux » du Vieux Continent, en particulier face à une candidature comme celle de la Turquie musulmane. Mais cette expression d'« héritage religieux » de l'Europe avait été alors vivement récusée par le président de la République de l'époque, Jacques Chirac, et par son Premier ministre, Lionel Jospin. Les deux « têtes » de la cohabitation droite-gauche s'étaient mises d'accord pour exiger que soit supprimée cette mention de la religion, jugée contradictoire avec la laïcité « à la française », et pour imposer l'expression, plus neutre, de « patrimoine spirituel et moral » de l'Europe.*

*Résultat : le Traité constitutionnel ne comporte aucune référence explicite à Dieu, mais cite « les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit ».*

Quant à Nicolas Sarkozy, il a marqué dès le début de son mandat une ligne claire en la matière, celle d'une rupture avec ses prédécesseurs. Le paroxysme de son offensive idéologique visant à faire de la religion et des valeurs chrétiennes des repères fut, sans conteste, le discours de Latran prononcé le 20 décembre 2007. C'est une base, un socle pour l'offensive culturelle qui en découlera. Extrait : « *Je partage l'avis du Pape quand il considère, dans sa dernière encyclique, que l'espérance est l'une des questions les plus importantes de notre temps. Depuis le siècle des Lumières, l'Europe a expérimenté tant d'idéologies ! Elle a mis successivement ses espoirs dans l'émancipation des individus, dans la démocratie, dans le progrès technique, dans l'amélioration des conditions économiques et sociales, dans la morale laïque. Elle s'est fourvoyée gravement dans le communisme et dans le nazisme. Aucune de ces différentes perspectives - que je ne mets évidemment pas sur le même plan - n'a été en mesure de combler le besoin profond des hommes et des femmes de trouver un sens à l'existence.* ». Ce discours s'inscrit pleinement dans la dynamique lancée par l'église catholique.

Plus récemment, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à citer Jean-Paul II lors du discours fondateurs des « Républicains »... : « *Un grand Pape, Jean-Paul II, a dit aux Hommes « N'ayez pas peur ! »* »... La ligne est ainsi fixée. Nadine Morano s'y inscrit sans aucune difficulté en faisant référence à « un pays judéo-chrétien » et déborde du cadre en évoquant un pays de « race blanche »...

La réhabilitation de la religion est également la ligne défendue par Marine Le Pen : « *la liberté, l'égalité et la fraternité sont des valeurs chrétiennes qui ont été dévoyées par la Révolution Française.* ».

Un vieux débat ressurgit alors comme l'a analysé Jean-Luc Mélenchon dans Le discours de Latran de Nicolas Sarkozy contre la laïcité : analyse et réplique : celui de la Révolution Française considérée comme une rupture ou comme un événement s'inscrivant dans une continuité historique. L'approche proposée par ce Front de Droites Dures est déterminante : puisque la Révolution Française et la philosophie des Lumières ne constitueraient plus une rupture historique dans notre histoire commune, alors il n'y a plus de difficultés à tisser un lien entre nos « valeurs chrétiennes historiques » (telles que cette droite les définies...) et notre culture actuelle, entre nos « valeurs chrétiennes historiques » et notre identité.

Nous sommes, grâce au basculement de ce discours, davantage les descendants historiques d'une France religieuse que de celle construite à travers la philosophie des Lumières et de la révolution : la République, l'Universalisme seront ainsi redéfinis à leur tour... comme une déclinaison de la remise en cause de l'héritage des philosophes des Lumières. De cette base, peut alors découler bien des conséquences sur la manière d'aborder la laïcité, l'immigration, la République, l'Universalisme...

La première conséquence de ce nouveau séquençage historique est la redéfinition de la laïcité... Dans le discours fondateur de Latran, Nicolas Sarkozy reprend ainsi l'expression de « laïcité positive » empruntée à Benoît XVI : « (...) *j'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions*

*sont un danger, mais plutôt un atout (...). Comme Benoît XVI, je considère qu'une Nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires, qui imprègne si profondément notre manière de vivre et de penser. Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, c'est dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire. ».*

*« J'assume pleinement le passé de la France et ce lien si particulier qui a si longtemps uni notre Nation à l'Eglise. ».*

L'offensive idéologique est claire. La laïcité devrait tenir compte de l'apport particulier de l'Eglise pour donner du sens et cimenter notre Nation. A travers ce discours du Président de la République, la religion rentre à nouveau dans la sphère publique... et pourtant, la laïcité est le concept qui a permis de mettre fin aux guerres de religion qui ont égrainé l'histoire de notre pays. La laïcité est le concept qui place la religion en-dehors du champ politique, qui sépare l'Etat et la religion et qui ainsi permet la liberté de conscience de chacun.

La première pierre est posée : pour répondre au vide constaté et redonner du sens mais aussi des repères, une structure, un cadre, il existe un outil... un vieil outil utilisé de longue date par le pouvoir en place : la religion. La perspective est donc de la remettre au goût du jour en développant une lecture de la religion et des valeurs qu'elles portent en adéquation avec les objectifs idéologiques de ce Front de Droites Dures.



## **PASSAGE DE LA RELIGION AUX « VALEURS CHRÉTIENNES HISTORIQUES » AU COEUR DE NOTRE CULTURE**

*« Globalement, le discours politique autour des valeurs culturelles remodèle les logiques de votes : la droitisation n'est pas une demande de l'électorat, mais une conséquence de l'offre politique. »*  
Vincent Tiberj

La structure de l'offensive est claire : tout d'abord, faire le lien entre la religion et l'affichage de « valeurs chrétiennes historiques ». Ensuite, établir la jonction entre ces « valeurs chrétiennes historiques » et notre culture, notre identité.

La religion n'est plus religion, elle devient notre culture ; elle n'est plus religion, elle est la défense de nos valeurs historiques ; elle n'est plus religion, elle est notre identité.

La mise en dynamique de ces notions constitue ainsi le cœur de l'offensive idéologique. Peu importe donc la diminution du nombre de pratiquants, ce n'est pas la question puisqu'on a basculé vers la culture et les valeurs « historiques » (d'après une analyse du CSA, le nombre de catholiques pratiquants réguliers, au moins un office religieux par mois, est passé de 4,4 millions en 2001 à 3,2 millions en 2012).

Dans ce même discours de Latran, Nicolas Sarkozy met donc, logiquement, en avant la religion chrétienne tout en tissant le lien entre celle-ci et « notre culture » : *« Au-delà de ces faits historiques, c'est surtout parce que la foi chrétienne a pénétré en profondeur la société française, sa culture, ses paysages, sa façon de vivre, son architecture, sa littérature, que la France entretient avec le siège apostolique une relation si particulière. Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes. »*.

Dans un article du *Monde* du 2 décembre 2015, l'approche proposée par Nicolas Sarkozy est à nouveau mise en exergue : « Pour tenter de retenir ses électeurs, sensibles aux arguments de l'extrême droite, M. Sarkozy a repris ses thèmes phares de 2012, en glorifiant « les valeurs chrétiennes de la France », « l'identité nationale ». « Je ne veux pas que la France devienne une société multiculturelle, car je ne veux pas du communautarisme. », a-t-il tranché.

Le journal mensuel *Causeur* reprend cette même logique : « qu'on le veuille ou pas, la France est un pays imprégné de culture chrétienne. Cette dimension est tellement ancrée que nous n'avons même pas conscience de son poids, alors qu'elle structure notre vie sociale, du calendrier à la langue, mais aussi à travers l'idée d'un homme doté d'un libre arbitre, alors que le musulman est déterminé par un tout qui le dépasse. Ce passé chrétien nous est si familier que nous n'avons jamais pris la peine de le défendre. ».

La question soulevée n'est pas celle du poids de la chrétienté dans notre histoire, elle est celle de la grille de lecture proposée. Celle-ci vise à figer notre culture et nos valeurs, à faire fi de la philosophie des lumières, à ne pas prendre en compte les dynamiques propres aux différentes cultures, à s'appuyer sur des valeurs chrétiennes immuables (et réinterprétées) pour en faire le cœur d'une offensive idéologique au sein de la République.

Terra Nova dans sa note *UMP-FN vers le parti patriote ?* souligne l'importance de cette approche néoconservatrice de l'identité :

« C'est que, pour Nicolas Sarkozy, la frontière ne passe pas à l'extérieur de l'Hexagone mais bien à l'intérieur – entre les « bons Français » et l'iruaie. Une frontière altérophobe, qui érige des barrières au sein de la Nation, cassant le monde du travail entre les « vrais travailleurs » et les profiteurs, et rétrécissant l'identité nationale à une vision néoconservatrice figée sur l'identité fantasmée du passé, à tentation ethnique (blanche), à coup sûr culturaliste (religieuse, les racines chrétiennes). Une identité fermée, immuable, que « ceux qui arrivent », selon l'expression de Nicolas Sarkozy, sont sommés d'assimiler, sous peine d'exclusion. Une crispation identitaire qui tend à exclure de l'identité nationale l'islam et la culture musulmane. Un concept :

*l'identité, comme un pont entre la droite catholique et l'extrême droite nationaliste. L'altérophobie est, avant tout, une islamophobie. Cette convergence idéologique, le Wall Street Journal la synthétise en une formule choc, dans un éditorial de décryptage de la campagne intitulée : « Nicolas Le Pen » ».*

La dynamique générée par l'articulation entre religion, valeurs historiques, culture et identité se construit ainsi comme le « bouclier du nouveau conservatisme » ; un conservatisme offrant des repères, un conservatisme rassurant face à une société en mouvement, face, aussi, à l'autre et en particulier à l'islam.

## L'ISLAM POUR CIMENTER L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE

L'offensive idéologique vise à constituer un tout cohérent. Chacune de ses dimensions se complète et se renforce. L'opposition à l'islam est donc logiquement la déclinaison de la définition d'une culture immuable qui vient puiser ses racines dans « notre histoire chrétienne ».

La notion de laïcité est, quant à elle, redéfinie pour constituer un nouvel outil au service de l'offensive contre l'islam. Ainsi, celui qui s'oppose à cette offensive, celui qui tente de traiter la complexité, défendrait l'islam et travaillerait contre la culture de son pays, contre la laïcité et nourrirait l'« insécurité culturelle »... Régulièrement le lien est également construit entre islam et intégrisme afin d'accentuer davantage la tension générée par ce schéma à peine voilé... La dynamique gagne du terrain.

L'attaque contre l'islam est menée à chaque niveau par ce Front de Droites Dures : d'un point de vue global à travers la théorie du « choc des civilisations » qui oppose deux blocs : le chrétien et le musulman... mais aussi d'un point de vue local à travers le « choc au sein de la Nation » opposant des « valeurs chrétiennes historiques » et l'islam... La critique acerbe du multiculturalisme vient compléter le tableau.

### **Une théorie au service de l'offensive : le choc des civilisations.**

Le concept de « choc des civilisations » a été développé par le professeur américain de sciences politiques Samuel Huntington. Son ouvrage sur le sujet, Le Choc des civilisations (1996), a eu un grand succès et constitue un des textes fondateurs de l'idéologie néoconservatrice. Nicolas Sarkozy a repris ce discours à son compte.

L'ancien Président croit à la théorie du « choc des civilisations », ce qui génère très vite un amalgame extrêmement dangereux entre des groupes extrémistes et une religion, l'islam. Elle est l'une des clefs de voûte de l'approche proposée et vient nourrir l'articulation évoquée précédemment entre religion – valeurs chrétiennes – culture – identité.

Il faudrait alors se préparer à ce choc et pour cela consolider la civilisation occidentale. Cette consolidation passant bien entendu, dans la logique présentée, par la revitalisation de nos « valeurs chrétiennes historiques » et non par la promotion d'un modèle républicain.

On retrouve cette approche au cœur du Front National. Ainsi, récemment, le député européen et ex-conseiller de Marine Le Pen aux questions internationales, Aymeric Chauprade théorise la vision géopolitique du FN résumée dans Libération du 19 août 2014 : « désignation du fondamentalisme sunnite comme adversaire principal, du Qatar et de l'Arabie Saoudite comme puissances subversives ; substitution de la Russie aux Etats-Unis comme principal partenaire de l'Europe ; principe de non-ingérence ; défense d'Israël et principe de « solidarité civilisationnelle ».

Dans l'interview de l'historien Nicolas Lebourg, publié suite à ce résumé, celui-ci met en avant l'articulation entre l'approche civilisationnelle et sa déclinaison sur le territoire national portée par le FN : « Elle défend une position prorusse et, pour le Proche-Orient, une solution à deux Etats. Le propos sur l'islamisme comme ennemi intérieur et adversaire géopolitique a pour origine la dénonciation de la subversion communiste - intérieure par le PCF, extérieure par l'URSS - transposée à la subversion islamiste - intérieure par l'immigration, extérieure par Téhéran - après la révolution iranienne de 1979. ». Il complète et met en avant un renversement de logique au FN : « Depuis François Duprat, ex-numéro 2 du FN assassiné en 1978, le soutien aux nationalismes arabes fait partie de la culture des extrêmes droites françaises. Mais cela allait de pair avec un antisionisme radical. Désormais, Chauprade applique le principe de Carl Schmitt, juriste allemand et référence essentielle de la pensée géopolitique des extrêmes droites : définir l'ennemi principal et en tirer toutes les conséquences. Or, Chauprade nous dit que l'islamisme sunnite est l'ennemi principal. D'où ces alliances diverses - jusqu'à la défense de la Ligue de défense juive (LDJ). Cela ne passe pas pour les « antisionistes » Alain Soral ou Serge Ayoub, mais cela fait la joie de Riposte laïque ou des Identitaires. Le discours géopolitique sert aussi à cela : donner un habillage rationnel à des pulsions idéologiques et permettre une synthèse de courants. ».

En juin 2014, Marine Le Pen décline cette stratégie dans une interview à Valeurs actuelles : « *Il existe –pourquoi le nier ?– une suspicion d'antisémitisme qui pèse sur le Front National et que je conteste avec la plus grande force* », puis enchaîne : « *Je ne cesse de le répéter aux Français juifs, qui sont de plus en plus nombreux à se tourner vers nous : non seulement le Front National n'est pas votre ennemi, mais il est sans doute dans l'avenir le meilleur bouclier pour vous protéger, il se trouve à vos côtés pour la défense de nos libertés de pensée ou de culte face au seul vrai ennemi, le fondamentalisme islamiste.* ».

Lundi 9 novembre 2015, la théorie reste, le stratège passe, Chaurade est poussé vers la sortie par Marien Le Pen... il s'était trop éloigné de la stratégie de la dédramatisation après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher de Vincennes, en dénonçant l'existence d'une « cinquième colonne » islamiste en France. Il peut le penser... le dire est donc une autre histoire...

Le schéma est en place, chacune des notions se renforce puisque la montée de l'islam nécessiterait l'affirmation d'une civilisation occidentale s'appuyant sur une culture immuable et donc sur ses valeurs chrétiennes historiques. La question serait géopolitique et se déclinerait logiquement sur le territoire de la Nation.

Evidemment, cet ensemble du Front de Droites Dures tentera d'utiliser les récents attentats dans cette perspective, ils jugeront que les faits leur donnent raison, qu'ils illustrent le « choc des civilisations » et qu'il faut aller plus loin dans la structuration de l'affrontement.

Dans son discours devant le congrès du 16 novembre 2015, François Hollande s'oppose à cette vision d'une phrase : « *Nous ne sommes pas engagés dans une guerre de civilisation car ces assassins n'en représentent aucune.* ». En quelques mots, il met en exergue une toute autre vision que celle développée par le Front de Droites Dures. Ce clivage a et aura des conséquences cruciales puisqu'il présente deux socles de raisonnement très différents face aux attentats qui ont marqué notre pays et bien au-delà.

## **Islam : des faits divers mis en exergue pour illustrer une vision.**

Mieux que les grandes théories, l'offensive menée à l'échelle de la Nation s'appuie bien souvent par la mise en exergue de faits divers.

Fin 2010 : Marine Le Pen compare les prières de rue à l'Occupation lors de la seconde guerre mondiale. Des images font la une de tous les journaux télévisés. Marine Le Pen insiste sur l'utilisation du langage résistant et d'opposition au totalitarisme. L'offensive qui vise à réécrire l'histoire, à se réapproprier les thèmes de la République et de la laïcité, est lancée.

La réaction ne se fait pas attendre : l'immunité parlementaire de Marine Le Pen a été levée. Elle peut donc être attaquée en justice pour ses propos.

L'opération est donc pleinement réussie en ce qui la concerne : l'occasion est une nouvelle fois saisie par Marine Le Pen de se poser en victime et de faire vivre médiatiquement « sa résistance » et sa « défense de la culture chrétienne et de la laïcité »... 15 décembre 2015, Marine Le Pen est relaxée...

La laïcité revisitée est uniquement utilisée pour attaquer l'islam à travers une rhétorique « plus acceptable ». La laïcité n'est plus là pour unir et maintenir la religion dans l'espace privé mais pour attaquer une religion déterminée. Cette approche est contraire à une République laïque qui affirme clairement la place de la religion dans le domaine privé, une République laïque sachant marquer des limites et les faire respecter, une République laïque juste et équitable.

Bien entendu, l'occupation illégale de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet par des catholiques intégristes de la fraternité Saint Pie X depuis 1977 est oubliée... mais peu importe, ce n'est pas l'objet pour Marine Le Pen. Le choix effectué est celui de la déclinaison du choc des civilisations sur le territoire national et non la manière dont la République peut apporter des réponses à des situations nouvelles.

Il y a ainsi les grands débats, et il y a leurs déclinaisons, concrètes, qui donnent envie d'utiliser régulièrement la notion d' « accommodement raisonnable ». Ce terme est une tentative des sociétés laïques de

s'accommoder des exigences des différentes minorités religieuses au sein de la société civile. C'est une expression d'origine québécoise mais qui s'étend à d'autres pays francophones confrontés au même phénomène. Un concept qui peut certes être jugé « bien pratique » et assez fourre-tout mais qui peut difficilement s'imbriquer avec notre principe républicain d'une même loi pour tous et au concept de laïcité spécifique à la France.

Déclinant son approche dans tous les domaines, c'est donc désormais le cadre laïque que ce Front de Droites Dures vise à déconstruire. Il est l'un des nombreux concepts qui rassemble au-delà des divisions et qui, de ce fait, entrave le chemin de la théorie des chocs...

Va donc pour une attaque du principe de laïcité via une redéfinition des termes.

La critique de l'islam et la redéfinition de la laïcité permettent de mettre en place une attaque structurée contre le multiculturalisme.



## MULTICULTURALISME : OFFENSIVE DES DROITES DURES EUROPÉENNES

Hans-Georg Betz, universitaire : « *La droite radicale a commencé, au cours des années 1990, à adopter une nouvelle forme d'hostilité culturelle à l'étranger. Au lieu de défendre les concepts extrémistes de supériorité ethnique et ethnoculturelle, traditionnels à droite, elle a prôné la protection de la culture, des coutumes et du mode de vie des indigènes.* ». (Source : Renaud Dély [La droite Brune](#)).

L'exemple de ce repositionnement s'illustre notamment par celui de Lyst Pim Fortuyn, parti politique néerlandais de droite populiste créé par Pim Fortuyn en 2002 peu avant sa mort. Son offensive s'est construite autour de la critique de la politique d'immigration, mais surtout à travers la promotion de la société libérale. L'opposition indépassable serait celle entre la culture occidentale et la culture musulmane... Aux Pays-Bas, le Parti pour la Liberté de Geert Wilders s'inscrit dans une dynamique similaire en dénonçant le sexisme et l'homophobie de l'islam.

Plusieurs chefs d'Etat sont intervenus sur ce sujet... avec des stratégies aux points communs indéniables...

En Allemagne, Angela Merkel a assumé le droit de « parler ouvertement » des problèmes posés par l'immigration « sans être pour autant soupçonnée de xénophobie ». Les sondages d'opinion la poussaient indubitablement vers ce terrain, comme certains responsables de son parti... Un grand virage a été pris depuis !

Quant à Nicolas Sarkozy, il a répondu sur TF1 en février 2011 devant des millions de français au sujet du multiculturalisme : « *Ma réponse est clairement oui, c'est un échec.* ».

Le rejet de l'islam sert, de fait, de point d'appui à l'offensive idéologique de la droite, et à l'atteinte de l'objectif de rapprochement des droites pour former un « bloc droitier », un « Front de Droites Dures ». Le terreau idéologique est prêt.

On peut remarquer que la proportion des personnes ayant voté à gauche qui partagent des opinions critiques par rapport à la religion musulmane est non négligeable.

L'offensive fonctionne. Certains préfèrent que les braises soient chaudes, et prennent grand soin de régulièrement les attiser, d'autres choisissent d'arroser le sol pour que l'herbe y soit plus verte et qu'à nouveau la culture soit bonne...

Après l'offensive articulant religion – valeurs chrétienne – culture immuable, penchons-nous désormais sur la définition de cadres figés pour rassurer et protéger.

## 2. *Des cadres figés pour rassurer et protéger*

*« (...) derrière leurs cibles de prédilection (le laxisme moral, les nouveaux barbares, le droit de l'hommisme, etc.) se profile une nouvelle synthèse idéologique de combat contre tous ceux qui, de près ou de loin, auraient contribué à dissoudre l'état souverain dans les marais des droits de l'hommisme, la Nation dans le grand bouillon euro-mondialiste, le peuple dans la société civile et la culture dans le jeunisme multiethnique. »*

Daniel Lindenberg

Les Nouveaux Réactionnaires

La version de la Nation du Front de Droites Dures est au cœur de l'approche proposée. Elle fixe un cadre qui rassure et elle constitue un élément central, un point d'appui, à la mise en dynamique de l'articulation « religion-culture-histoire-identité ».

## NATION : LES RÉFÉRENCES DU PASSÉ À NOUVEAU CONVOQUÉES

*« Une Nation, c'est la possession en commun d'un antique cimetière et la  
volonté de faire valoir cet héritage indivis. »*

Maurice Barrès  
La Terre et les Morts

*« Il n'y a même pas de liberté de penser.  
Je ne puis vivre que selon mes morts. »*

Maurice Barrès  
Scènes

Dans une lettre écrite à son père, Patrick Buisson, éminence grise de Nicolas Sarkozy, symbole intellectuel de l'offensive mise en place, issu des rangs d'Action Française, décline cette pensée Maurassienne : *« Tu croyais à la Tradition, pourvoyeuse de vie. Tu croyais à la longue accumulation des expériences, à la riche sédimentation de la raison collective,... tu nous as appris, avec l'insolvabilité de nos êtres, à contempler, selon le mot de Maurras, au-delà d'une quarantaine de millions de têtes vivantes, le miraculeux capital amassé par un milliard d'hommes morts. »* (source : Renaud Dély – La Droite Brune).

Deux approches historiques s'opposent : celle d'une Nation immuable, mythifiée, qui s'appuierait sur les valeurs ancestrales de la chrétienté, et une autre, se tournant vers l'avenir respectueuse et consciente de son passé, faisant vivre les valeurs de la République et permettant ainsi une projection collective.

Aujourd'hui, le manque de repères crée une crainte profonde, l'absence ou le manque de desseins collectifs génère de l'inquiétude, la vision de Maurras, à l'offensive, gagne donc du terrain.

Le rempart d'une Nation qui s'appuierait principalement sur ses racines chrétiennes, et donc sur sa « culture », son « identité », son « histoire », constitue le cœur de l'offensive. Elle permet notamment d'adopter une posture d'opposition à l'immigration qui viendrait modifier le cadre de la Nation et de notre « culture », une culture qui serait donc figée dans le temps, une culture qui ferait fi du basculement de la révolution française et de l'émergence de la République.

A un moment où l'insécurité culturelle ressentie est palpable, où la recherche effrénée de repères l'est également, la question de la définition de la Nation est à nouveau au cœur des débats. Cette question entraîne inexorablement celle du projet collectif d'avenir, des perspectives mobilisatrices pour l'ensemble des citoyens. Aujourd'hui, on assiste à une nouvelle offensive de Charles Maurras et de Joseph de Maistre. La pensée contre-révolutionnaire se modernise et se remet donc à l'offensive.

*« Maurice Barrès : « c'est toujours l'histoire des Droits de l'Homme. Quel Homme ? Où habite-il ? Quand vit-il ? ». Pour l'écrivain nationaliste comme pour les penseurs romantiques, l'humanité s'écrit au pluriel, elle n'est rien d'autre qu'une addition d'identités collectives, elle s'atteste dans la multiplicité des manières de percevoir, de désirer et de ressentir qu'on appellera plus tard cultures et qui se développent sur des territoires distincts. » Alain Finkielkraut, L'identité malheureuse (octobre 2013).*

Cette approche est tournée vers un passé, parfois plus fantasmé que réel, et prend peu en compte les dynamiques des cultures et les effets de leur mélange. *« L'identité n'est pas une donnée éternelle et incontournable, elle est dynamique et complexe. »* rappelle l'historien Christophe Prochasson. Cette version s'appuie davantage sur la volonté libre des citoyens égaux porteurs d'un projet d'avenir commun... cela pose également la question européenne que nous aborderons ensuite.

Marine Le Pen : *« Être français, c'est respecter les traditions françaises. »*, illustration d'une France immuable... de quelles traditions parle-t-on ? L'histoire doit être respectée mais une Nation n'est pas une photo figée. Et si nous sommes aussi nos morts, il ne faut pas oublier

les vivants, et les vivants vivent, imaginent, construisent ensemble. Respecter la mémoire, ce n'est pas faire peser sur les vivants le diktat des morts.

Pour résoudre l'équation, Joseph de Maistre propose que nous *« revêtons nos préjugés, ils nous tiennent chaud. »* et Edmund Burke, père du conservatisme anglo-américain et contre-révolutionnaire, met en avant, dès le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, nos *« préjugés utiles »* : *« le préjugé est d'une application soudaine dans l'occasion... il ne laisse pas les hommes hésitants au moment de la décision, il ne les abandonne pas au danger du scepticisme, du doute et de l'irrésolution »...*

Dominique Schnapper, sociologue : *« Si la gauche veut être fidèle à ses valeurs, il faut qu'elle prenne en compte la réalité de l'identification nationale. Mais il faut aussi qu'elle veille à ce que l'adhésion à la Nation reste essentiellement « civique » et non « ethnique » ; qu'elle ne sombre pas dans le prétendu respect de tous les particularismes, qui marginalise certaines populations et fragmente l'espace commun de la citoyenneté. ».*

Ce défi de la définition d'une Nation en mouvement, capable de se définir et de se projeter, est posé à la gauche. Il l'est évidemment en tenant compte de la dimension européenne que nous aborderons. Aujourd'hui plus que jamais, l'absence de formulation en la matière, de perspectives et le manque de débat idéologique conduit à reculer, encore et encore. Or, ce déficit a des conséquences sur le cadre du débat, sur la perception collective de ces sujets, et donc sur la manière de gouverner.

# Quelques chiffres qui marquent

## Sources :

Janvier 2013 : Enquête Ipsos – CGI Business Consulting  
Avril 2015 : Enquête Ipsos/Sopra pour *Le Monde*, La Fondation Jean Jaurès et Sciences Po Fractures Françaises Vague 3.

### **« En pensant aux immigrés qui se sont installés en France ces trente dernières années »**

>> 2013 :

- 29 % des personnes interrogées diraient que l'immense majorité est « bien intégrée » et seulement une petite minorité est « mal intégrée » (52 % des sympathisants du Front de Gauche, 44 % de ceux du PS, 23 % des sympathisants de LR, et 6 % de ceux du FN).
- 33 % des personnes interrogées diraient que l'immense majorité est mal intégrée et seulement une petite minorité est bien intégrée.
- 38 % une moitié est bien intégrée et l'autre est mal intégrée.

>> 2015 :

Les résultats sont similaires, la perception est stable...

### **« On (ne) se sent (plus) chez soi comme avant »**

>> 2013 :

- 62 % des personnes interrogées choisissent l'affirmation suivante « Aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant. » (dont 40 % des sympathisants du Front de Gauche, 33 % de ceux du PS, 75 % de ceux de LR et 95 % de ceux du FN) contre 38 % « On se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant. ».

>> 2015 :

Sur ce sujet également, la tendance est à la stabilité... mis à part à LR où l'on perçoit une diminution : on passe de 75 % à 67 %, ce qui marque un changement sur lequel nous reviendrons.

**« Les immigrés (ne) font (pas) des effort pour s'intégrer en France. »**

>> 2013 :

- 55 % des personnes interrogées choisissent l'affirmation suivante : « De manière générale, les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer en France. » (dont 41 % des sympathisants du Front de Gauche, 36 %, de ceux du PS, 60 % de ceux de LR et 90 % de ceux du FN) contre 45 % « De manière générale, les immigrés font des efforts pour s'intégrer en France. ».

>> 2015 :

Tendances équivalentes avec tout de même +11 points d'accord chez les électeurs LR...

L'offensive visant à remettre leur vision de la Nation au cœur du débat se nourrit d'une critique acerbe de l'Europe et de la mondialisation...



## L'EUROPE ET LA MONDIALISATION : COTES EN BAISSÉ, COTES D'ALERTE

Résultat des élections Européennes : Le Front national arrive en tête, près de 25 % sur le territoire national (entre 17 et 33 % en fonction des circonscriptions). C'est le résultat de l'offensive idéologique globale qui a été menée. C'est aussi le résultat des échecs et du manque de lisibilité de la politique européenne dans un contexte de crise économique.

Lors de son discours du 1<sup>er</sup> mai 2013, Marine Le Pen, évoque une France qui, selon elle, « *est dans des temps obscurs car elle s'est enfermée dans les ténèbres de l'Europe.* ».

L'Europe et la mondialisation s'insèrent parfaitement dans le discours du FN, c'est aussi un élément au cœur de l'argumentaire de Zemmour ou de de Villiers qui ont marqué le paysage idéologique avec leurs ouvrages aux succès indéniables... La critique de la construction européenne va ainsi bien au-delà des structures partisans. Elle infuse. Une Nation figée et une culture immuable étant au cœur des argumentaires, ce qui vient de l'extérieur bouleverser un équilibre mythifié ne peut être intégré.

Mise en exergue de la souveraineté nationale, critique d'une technocratie éloignée des réalités et du « peuple »... le discours développé est donc celui du rejet et de la reprise en main... les mots sont fermes et décidés... la réalité bien plus complexe... Marine Le Pen : « *Mon projet pour l'Europe est en parfaite cohérence avec mon projet économique pour la France, parce qu'il obéit à la même exigence fondamentale : le peuple toujours, le peuple partout.* ».

La critique de ce qu'est l'Europe et la mondialisation gagne du terrain à droite mais aussi à gauche. L'Europe et la mondialisation deviendraient la nouvelle ligne de rupture.

Marine Le Pen : « *Personne n'est à notre droite puisque nous ne sommes ni de droite ni de gauche. Je crois que c'est une fracture dépassée. La vraie fracture est entre le mondialisme et les nations.* ».

Le « mondialisme » apparaît comme un facteur de délitement de la Nation. Il renvoie à l'immigration, à la menace économique, à la perte de repères et donc appelle à « un retour des valeurs du passé ».

Par ailleurs, Stéphane François dans une note de Terra Nova, Marine Le Pen, le Front national et la laïcité : Une référence à géométrie variable, publiée le 24 octobre 2013, met en avant l'articulation repensée pour être plus acceptable entre mondialisation, immigration et crise : « *La jonction entre les thématiques identitaires – « l'invasion par l'immigration » – et les craintes liées à la situation du marché du travail a été opérée dès le début des années 1970 sous l'égide de Jean-Yves Le Gallou à l'origine de la théorisation de la « préférence nationale ». Cette approche permet de légitimer le refus de l'immigration, non plus par des raisons culturalistes et ethniques, mais par une argumentation à caractère économique. Cette argumentation provoquant l'adhésion des classes populaires, elle donne à Marine Le Pen l'opportunité de présenter le Front national comme le premier parti ouvrier de France. De fait, 29 % des ouvriers ont voté pour elle au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Le cœur des maux qui touchent le pays trouve donc une origine extérieure, ce qui permet de doubler la condamnation de la mondialisation du refus d'une société ouverte.* ».

En contraste à un « mondialisme » facteur d'incertitude et de crise, la Nation, et ses valeurs ancestrales, sont donc proposées comme une protection pour faire face aux craintes et au vide ressenti mais aussi pour regagner des marges de manœuvres pour l'emploi... Il s'agirait de refaire vivre la Nation d'hier, où dans une vision mythifiée tout allait bien, pour régler les problèmes d'aujourd'hui découlant d'un mondialisme effréné. Le « *mondialisme* » est ensuite qualifié par Marine Le Pen : « *d'identicide* » : « *La mondialisation identicide s'est transformée en horreur économique, en tsunami social, en Tchernobyl moral.* », comme elle l'a souligné lors de son discours d'investiture en janvier 2011.

La logique est semblable à celle déclinée au sujet de l'Europe, elle est l'« ailleurs », l'« autre » qui viendrait bouleverser l'équilibre existant... on est souvent renvoyé au grand complot mondialiste visant à déchirer l'identité de notre Nation.

Dans la note de Terra Nova L'axe UMP-FN : vers le parti patriote ? la manière d'aborder cette notion de mondialisation est particulièrement éclairante : « (...) *Au total, le néo-FN tente de crédibiliser une réponse globale à la crise que nous traversons. La France se perd parce qu'elle est entrée dans la mondialisation. Le crédo est donc simple : sortir de la mondialisation. Comment ? Par le protectionnisme – culturel (défendre les valeurs nationales), économique (défendre les emplois) et social (défendre la sécurité sociale). Un programme réactionnaire nostalgique de la « France éternelle » : « c'était mieux avant »... Mais aussi un programme de protection globale particulièrement attractif pour tous les Français qui sont travaillés par la crise et qui ont peur – peur de perdre leur identité, peur du déclassement, peur de perdre leur mode de vie.* ».

Aujourd'hui, le FN réussit à se positionner comme un exutoire, comme une réponse au malaise ambiant en proposant des repères et des cadres. Même s'ils peuvent générer bien des critiques, ils constituent la réponse à une attente, face à des craintes grandissantes.

On notera tout de même sur ce point une ambiguïté de taille : celle des alliances européennes du Front national, comme le souligne Gaël Brustier sur Slate : « *Les alliances européennes du Front national, nouées avec Geert Wilders aux Pays-Bas, avec le FPÖ de Heinz-Christian Strache en Autriche, avec la Lega Nord en Italie et la fondation (avec le Parti national Slovaque ou les Démocrates Suédois notamment) de « l'Alliance européenne pour la liberté » tendent à démontrer que le Front national risque d'avoir du mal à tenir une ligne purement « souverainiste » en étant non seulement allié avec des partisans fervents de l'Europe des Régions mais surtout avec des partis qui ont décidé, à des degrés divers et avec les difficultés inhérentes à l'exercice, d'accomplir un aggiornamento idéologique, notamment en intégrant et en acceptant la question de la construction européenne.* ».

Bien entendu, encore une fois, c'est le combat dit « civilisationnel », autrement dit anti-islam, qui s'occupe de souder ce qui pourrait avoir du mal à l'être...

# Quelques chiffres qui marquent

## Sources :

Janvier 2013 : Enquête Ipsos – CGI Business Consulting pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof

Avril 2015 : Fractures Françaises Vague 3 – Ipsos/Sopra pour Le Monde, La Fondation Jean Jaurès et Sciences Po

## L'Europe et l'opinion

>> 2013 :

La question est la suivante : « Pour faire face efficacement aux grands problèmes des années à venir, quelle est, selon vous, la meilleure solution ? »

- 65 % des personnes interrogées jugent qu'il faut renforcer les pouvoirs de décision de notre pays même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe (c'est le cas de 72 % des sympathisants du Front de Gauche, 58 % de ceux du PS, 57 % de ceux de LR et de 84 % de ceux du FN).

- A contrario, 23 % pensent qu'il faut renforcer les pouvoirs de décision de l'Europe même si cela doit conduire à limiter ceux de notre pays.

- Enfin, 12 % pensent qu'il ne faut rien changer dans la répartition des pouvoirs de décision entre l'Europe et notre pays.

>> 2015 :

C'est encore plus clair... 72 % des personnes vont dans ce sens, c'est le cas de 80 % des sympathisants du FG et 88 % de ceux du FN.

D'après le politologue Pascal Perrineau, alors que 74 % des personnes se sentaient en accord avec l'Union Européenne en 1987, la chute a débuté en 1995. La côte d'amour est descendue à 60 % fin 2007, à 48 % quelques mois après, elle n'a pas été supérieure à 50 % depuis.

## **Parenthèse de géographie électorale : religion et Europe...**

Emmanuel Todd et Hervé Le Bras, dans Le Mystère Français (mars 2013), mettent en avant le « catholicisme zombie » : « *Les régions autrefois pratiquantes catholiques ont nettement plus voté pour la constitution européenne que les régions laïques, sans que le oui (comprendre : au référendum sur la constitution européenne) l'emporte forcément en terres chrétiennes.* ».

## **La mondialisation et l'opinion**

>> Janvier 2013

Pour 61 % des personnes interrogées « La mondialisation est une menace pour la France. ».

Pour 39 % des personnes interrogées « La mondialisation est une opportunité pour la France. ».

>> 2015

44 % considère la mondialisation comme une opportunité et 56 % comme une menace.

## **La perception du terme « protectionnisme »**

Emmanuel Todd a fait part d'un récent sondage visant à analyser la perception des citoyens face au terme « protectionnisme ».

Résultats :

- 53 % des sondés y sont favorables.
- 67 % des 18-24 ans (contre : 18 %).
- 63 % des ouvriers (contre : 19 %).
- 58 % des salariés du privé (contre : 29 %).
- 48 % au sein du secteur public (contre : 38 %).
- 48 % des plus de 65 ans (contre 29 %).
- Seuls les cadres et professions intellectuelles supérieures divergent : 45 % défavorables - 43 % favorables (à noter : les jeunes appartenant à cette catégorie y sont favorables).

Le succès de ce terme traduit une recherche de cadres, de règles. Le malaise ambiant, le manque de grille de lecture d'un monde en mouvement participe à ce désir de repères.

Face à un monde en profonde mutation, il s'agit désormais d'analyser l'évolution d'un autre cadre à une échelle plus réduite et qui fait l'objet d'un débat idéologique important : la famille.

## LA FAMILLE : UNE VALEUR REFUGE, UN TERRAIN DU DÉBAT IDÉOLOGIQUE

« *Les Français ont revu leurs priorités ces dernières années. Face à la crise, ils font de la famille une valeur refuge* », constat issu d'un sondage ING-Direct-TNS Sofres, publié par le quotidien Metro en juillet 2012.

Selon cette étude, la famille et le foyer sont une priorité pour 81 % des sondés. Réussir sa vie est ainsi plus important (43 % des sondés) qu'avoir un travail qui plaît (26,4 %). Pour le sociologue et président du cabinet d'études Francoscopie Gérard Mermet les conclusions sont claires : « *Avec la crise, les gens ont pris conscience que le monde pouvait être imprévisible et menaçant, ce qui les pousse à se recentrer sur la cellule familiale, considérée comme la plus fiable. Les projets des Français sont donc logiquement tournés vers le foyer. Plus de deux tiers des Français comptent en effet embellir leur intérieur ou équiper leur maison, tandis que 42 % d'entre eux envisagent d'investir leur argent dans une fête de famille.* ».

Unions libres en augmentation, comme le nombre de naissances hors mariage, accroissement des séparations et divorces, familles recomposées, les mouvements peuvent paraître multiples. On notera la réflexion d'Irène Théry, dans De Gauche ? (avril 2009) : « *Comprendre l'importance du démariage montre que la notion de diversification des modèles familiaux, souvent évoquée à l'appui de la thèse de la désinstitutionalisation, est une illusion d'optique. Le seul domaine où existe réellement une alternative (et même une alternative dont la possibilité est très valorisée) est celui de l'union du couple : mariage ou union libre.* ».

Parfois, certains croient la famille désuète. Parfois, certains la pensent en déliquescence. Ils ont tort. Au-delà des évolutions de modèle, elle représente pour beaucoup un refuge, un repère. Elle peut être multiforme mais n'en est pas moins un socle. Certains la voudraient immuable, comme la culture, comme la Nation, elle ne l'est pas, elles ne le sont pas.

A bien des égards, un grand nombre des membres de ce Front de Droites Dures voudrait conserver la famille dans un modèle figé.

Guillaume Peltier fut, entre autre, membre du FN et du parti de Philippe de Villiers, l'un des piliers de la Jeunesse Action Chrétienne (JAC) : contre le PACS, contre l'avortement... l'héritier de Patrick Buisson s'est opposé à toutes les réformes susceptibles de remettre en cause ce qu'il pense être le modèle immuable de la famille. C'est son courant au sein de LR, celui de la « Droite Forte », soutenue par Patrick Buisson, qui a remporté le vote des adhérents... un vote qui a marqué un tournant à travers le recul des droites libérales et gaullistes au profit d'une droite « décomplexée ».

Marine Le Pen va dans le même sens, allant jusqu'à dire au sujet des femmes : « *Et le progrès, aujourd'hui, c'est de permettre de rester à la maison.* ».

Dans le même registre rhétorique, on arrive à la promotion par Marine Le Pen du « *libre choix pour les femmes de ne pas avorter* »... La proposition suivante du FN est de développer des moyens pour développer « l'adoption pré-natale » et d'en finir avec le « remboursement de l'IVG » pour supprimer les « avortements de confort ». On notera toutefois les divergences tactiques entre Marine et Marion Le Pen sur le sujet. On a notamment vu un discours plus policé de Marine Le Pen lors des élections régionales par rapport à Marion Le Pen plus... offensive.

Et puis, le débat a pris corps, le mouvement de la Manif pour Tous a émergé, au cœur de l'offensive pour des valeurs chrétiennes immuables...



## La famille et le mouvement contre le mariage pour tous...

Un certain nombre d'analystes y ont vu une droite en fusion. Ce mouvement serait pour eux symptomatique de l'émergence d'un « Front de Droites Dures », issu d'un rapprochement culturel des droites qui se décline, comme nous l'avons vu, de la dimension religieuse adaptée à notre temps. Cette approche s'inscrit ainsi pleinement dans l'offensive idéologique du Front de Droites Dures.

Julien Dray soulignait sur son blog à travers un billet d'humeur intitulé « Un nouveau bloc droitier » : « *La fusion est en marche et procède par additions sinon par multiplications. Cette génération « Manif pour Tous », qui vient de naître, partage les mêmes codes, les mêmes références, les mêmes combats et, finalement, la même interprétation du monde. C'est ce qui fait sa force. Elle veut se protéger et défendre une identité morale, sociale et culturelle face à un monde nouveau, envahissant, perturbant et dérangeant l'histoire. Au sens littéraire du terme, avant d'être politique il s'agit d'une réaction qui se coalise.* ».

Il ajoute : « *L'abolition des frontières entre droite(s) et extrême-droite est le principal acquis de la « Manif pour Tous ». Loin d'avoir concerné l'électorat ouvrier d'une France ouvrière du Nord-Est (qui s'est peu mobilisée sur le sujet), elle a surtout rendu acceptable le Front national aux yeux d'un centre-droit « démocrate-chrétien », en particulier dans l'Ouest.* ».

Quant à Patrick Buisson, encore lui, il a perçu dans ce mouvement, comme il l'exprime dans une interview au journal Le Monde en date du 8 juin 2013, une première manifestation d'un « populisme chrétien ». « *La France des invisibles est devenue visible. A travers La Manif pour Tous, cette France a accédé à une conscience civique et politique. Nul ne peut mesurer l'impact qu'aura cette révolution culturelle. Nous sommes dans cette phase que décrivait Lénine de politisation de catégories jusque-là réfractaires ou indifférentes à l'égard de la chose publique. Regardez ce qui s'est passé avec les catholiques qui, en opposant la loi morale reliée à la transcendance comme légitimité supérieure à la loi, se sont redécouverts pleinement chrétiens et*

*pleinement actifs contre la prétention de César de se substituer à Dieu. »* Il y a là incontestablement comme un écho à l'appel lancé par Nicolas Sarkozy lors de son discours du Latran en 2007 : *« La France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient. » D'une certaine manière, ce mouvement aura été la première manifestation de ce qu'on peut appeler un populisme chrétien. »*

Ce sujet pose par ailleurs une question de géographie électorale, puisqu'à Rennes et Nantes, la « Manif pour Tous » a été particulièrement suivie... et que l'électorat de culture catholique de ces régions avait apporté un soutien massif à François Hollande... On peut, toutefois, apporter une nuance à cette analyse en soulignant la large victoire de la candidate socialiste à Nantes en 2014 devant la liste d'union de la droite notamment constituée de membres du mouvement de la « Manif pour Tous ».

### **Ambivalences certaines, contradictions probables.**

C'est bien là un sujet complexe pour une partie du Front de Droites Dures.

Le premier réflexe, conservateur, pencherait pour le maintien d'une certaine tradition en droite ligne du mouvement de la « Manif pour Tous ». Marion Maréchal Le Pen ou encore Laurent Waucquiez incarnent pleinement cette position comme beaucoup d'autres responsables de leurs camps respectifs. A ce titre, Madeleine Bazin de Jessey l'une des fondatrices de Sens Commun à l'intérieur de LR, porte ce discours conservateur. *« C'est notamment elle qui a réussi à faire prononcer le mot « abrogation » à l'ancien Président de la République. A l'origine membre des Veilleurs, elle a retrouvé sa passion initiale pour le militantisme partisan en retournant dans le parti dont elle avait été membre quelques années auparavant. »*, comme le souligne Gaël Brustier dans un article de [Slate](#).

A contrario, on notera le refus de Marine Le Pen de s'impliquer dans le mouvement de la « Manif pour Tous ». Divergence idéologique interne mais aussi divergence tactique (les uns souhaitant s'investir au sein du

mouvement, les autres voulant éviter de s'impliquer sur ce type de question préférant se concentrer sur la situation économique et sociale...) : le choix de l'effacement a été fait. L'enquête de Sylvain Crépon, sociologue au laboratoire Sophiapol de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, sur le Front national souligne que des jeunes militants homosexuels ont rejoint ce mouvement, se sentant menacés par l'homophobie des jeunes d'origine arabo-musulmane. Ces nouveaux militants ont remplacé le vieux discours extrémiste de droite par un autre, ouvertement antimusulman. Ces positions correspondent au nouveau discours de la présidente du Front national.

On peut aller plus loin en soulignant une divergence forte des droites européennes sur ce point illustrée parfaitement par l'opposition entre Marine Le Pen et Marion Maréchal Le Pen. La mise en avant de la défense des droits individuels prônée par Geert Wilders versus le soutien absolu à l'identité prôné par Marion Maréchal-Le Pen... deux pôles qui tentent de se rejoindre « grâce » au rejet de l'islam qui serait en opposition à nos valeurs libérales pour l'un et une remise en cause de nos valeurs identitaires pour l'autre... C'est bien Marion Maréchal Le Pen qui est conviée à l'Université d'été de la Sainte Baume, et marque ainsi la constitution progressive d'un véritable courant politique. C'est également elle qui défile lors de la Manif pour Tous... comme sur quelques questions économiques, les Le Pen se partagent le travail... le grand écart devient de plus en plus flagrant, mais il continue.

Les clivages au sujet du PACS évoluent également et peuvent probablement expliquer ces différentes positions... Ils marquent une acceptation progressive de l'opinion... 49 % des français y étaient favorables avant le vote en 1998 contre 48 %, on est passé respectivement à 64 % et 33 % en juin 2000 et à 70 % et 28 % en juin 2003 !

Cette évolution est encore plus marquée chez les personnes faisant part d'une proximité partisane avec le FN : de 25 % favorables avant le vote en 98, on passe à 47 % en juin 2000 et à 60 % en juin 2003 !

## **Une prolongation du mouvement contre le mariage pour tous : un appel du pied discret du Front de Droites Dures à l' « électorat musulman » ?**

Les élections municipales de 2014 offrent une occasion d'analyser une évolution complexe.

*« Pourquoi l'alliance contre le « libéralisme culturel » qui avait si bien réussi avec les catholiques ne pourrait-elle pas être étendue aux musulmans ? Sous le rapport de son arraisonnement politique, une religion en vaut bien une autre. ».* C'est l'analyse que propose Luc Boltanski et Arnaud Esquerre dans Vers l'extrême pour mettre en exergue une approche développée par une partie des droites locales.

Toutefois, l'ouvrage Karim vote à gauche et son voisin vote FN, dirigé par Jérôme Fourquet, va plus loin dans l'analyse de ce phénomène. La préface de Gilles Finchelstein résume une partie du processus en œuvre : *« Qu'il y ait vis-à-vis de François Hollande de la déception, certainement ! Que cette déception politique des électeurs musulmans se soit traduite par une désaffection électorale vis-à-vis des candidats socialistes, certainement encore ! Mais les motivations sont différentes de ce que l'on a pu entendre – et notamment du soi-disant haro sur le mariage pour tous...*

*L'explication centrale, en effet, est tout autre : elle touche à la vie quotidienne. Et, dans les difficultés de la vie quotidienne, il y a évidemment le chômage, le pouvoir d'achat, les impôts – bref, le social – mais il y a aussi – ce que la gauche néglige trop souvent – l'insécurité et notamment le trafic de drogue.*

*L'explication complémentaire, voire secondaire, touche effectivement aux valeurs. Mais si chacun porte un jugement différent sur le mariage pour tous – généralement négatif et lié à l'intensité de la pratique religieuse-, nul ne fait le lien entre cette mesure et son vote. Inversement – et cela pourrait aussi faire réfléchir – nul n'invoque la non adoption du droit de vote des étrangers. En revanche, la polémique relative à la « théorie du genre », parce qu'elle concerne la famille et l'éducation de enfants, est régulièrement mobilisée. ».*

Il ajoute, toujours sur le thème de l'électorat musulman : « *Partout c'est la progression de l'abstention qui constitue la variable explicative majeure (...)* ».

Et surtout : « *Le groupe dont il est question en ces pages ne se caractérise en effet pas comme une communauté, c'est-à-dire un ensemble homogène et conscient revendiquant sa reconnaissance comme entité – ce que reflètent les ratés de sa représentation par divers organes officiels.* ».

## **UNE RÉPONSE AUX BOULEVERSEMENTS DES CADRES : LE BASCULEMENT VERS L'INTERVENTIONNISME DE L'ÉTAT AU CŒUR DE LA NOUVELLE RHÉTORIQUE**

*« Sous l'impulsion de Marine Le Pen, le Front national amorce un tournant. Plus social et plus étatiste, il brouille les lignes idéologiques traditionnelles. Les continuités sont pourtant plus nombreuses qu'il n'y paraît. »*

Thierry Pech

Alternatives Economiques n° 302 - mai 2011

*« Le moral des Français est indexé sur celui des grandes institutions. (...) notre modèle jacobin est construit autour du face-à-face entre le citoyen et l'Etat : l'individu acquiert son autonomie grâce aux grandes institutions. Ce n'est pas le cas dans les modèles protestants ou libéraux, où l'autonomie du citoyen passe par la communauté et les corps intermédiaires. Pour les Français, le volontarisme et le colbertisme doivent protéger le pays des tragédies de l'histoire. Quand ils n'y parviennent pas, les citoyens ont le blues. L'échec de l'Etat est vécu comme une blessure personnelle. »*

François Dubet

Le discours du Front national met le volontarisme politique partout. La « volonté » permet de rassurer et s'inscrit en opposition au personnel politique en place qui, de fait, en manquerait.

Pour être cohérent et donner corps au volontarisme, il faut se donner les moyens d'agir : l'Etat est donc remis au centre. Il intervient, il protège, il fournit le cadre qui rassure. Il vient donc s'immiscer au cœur du discours frontiste, constituant le levier incontournable à l'action. Le FN pourra agir puisque l'Etat sera fort, il pourra mettre ce qu'il souhaite en place puisque l'Etat sera fort. L'Etat devient l'outil d'une reprise en main qui permettra d'éviter les dérives qu'elles soient économiques, sociales ou morales. Le tout enveloppé dans le drapeau d'un « Republicanisme revisité »...

Dans le discours d'investiture de Marine Le Pen, l'Etat est désormais « protecteur et efficace », « garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés », il est au cœur de la rhétorique proposée : « la clé, c'est l'Etat, il faut retrouver l'Etat », « L'Etat est devenu la colonne vertébrale de la France que nous aimons ». « A l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'Etat. A celui qui n'a plus rien, la Patrie est son seul bien disait Jaurès (...). » (Sondage Ipsos/Sopra Steria – avril 2015 : on notera tout de même un certains hiatus entre ce positionnement et le fait que seulement 36 % des sympathisants du FN considèrent que « Pour relancer la croissance il faut renforcer le rôle de l'Etat dans certains secteurs de l'économie française jugés porteurs et stratégiques. », c'est le cas de 88 % des sympathisants du Front de Gauche et de 66 % de ceux du PS).

C'est un des changements de pieds qui donne davantage corps au nouveau discours du FN, qui met l'autorité et l'interventionnisme au cœur de sa rhétorique... (Sondage Ipsos/Sopra Steria – avril 2015 : 88 % des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation « L'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui. » et 85 % avec « On a besoin d'un vrai chef en France. »).

Terra Nova le formule dans une note sur cette modification du discours frontiste porté par Marine Le Pen :

*« Le sac à promesses s'ouvre vers un Etat bien loin de ce celui que promettait son père, bien loin également de celui que promeut Nicolas Sarkozy. Au contraire, elle s'oppose au libéralisme, gauchit son discours, promeut une « politique de réindustrialisation volontariste », et enfin la sortie de l'euro, concession ultime à son rejet de l'Europe : ces thèmes sont au cœur de sa stratégie de séduction d'une classe ouvrière ayant voté majoritairement « non » au référendum de 2005. La gauchisation du discours déporte le FN quand LR se droitise. Les attentes sur les questions sociales sont nettement plus prononcées parmi les électeurs « marinistes » que chez ceux de Nicolas Sarkozy. Cette prégnance nouvelle a probablement contribué au médiocre report de voix des électeurs de Marine Le Pen sur Nicolas Sarkozy au second tour et expliquerait ses nuances régionales, ce report ayant été annoncé plus faible en Nord-Pas-de-Calais ou Champagne-Ardenne que dans le Sud historique de la droite dure. ».*

La jonction est ensuite faite avec le rejet de la mondialisation et de l'Europe pointées du doigt comme les causes du démantèlement des services publics, de la mise à mal des zones rurales, de la privatisation des services publics, du désengagement de l'état en raison de la baisse des effectifs, du gel de traitements des fonctionnaires...

Après que Jean-Marie Le Pen ait soutenu l'offensive idéologique néolibérale des années Reagan – Thatcher, qui faisait de l'Etat un problème, le revirement est d'importance...

Ce changement de pied idéologique se décline par le gommage des positions anti-fonctionnaires de Jean-Marie Le Pen. Cette situation a des conséquences directes sur le vote de ces derniers. Ainsi, selon un sondage OpinionWay, ils seraient 23 % à avoir voté FN lors des élections européennes de mai 2014, contre 25 % à l'échelle du pays. Cette tendance est encore plus forte pour les fonctionnaires les plus précaires. *« Il n'est pas interdit de penser que le passage d'un discours néopoujadiste, pour ne pas dire anti-fonctionnaires, à la défense – au moins rhétorique – des services publics par Marine Le Pen a réconcilié le FN avec une partie de la fonction publique. Néanmoins, l'enjeu déterminant pour l'ensemble de l'électorat frontiste reste encore et toujours l'immigration. »*, souligne le politologue Joël Gombin.

On touche là un point particulièrement important. Gaël Brustier dans un article de Slate, précise : *« Il faut se souvenir de la façon dont la droite a gagné les élections départementales dans le Sud-Est et empêché le FN de gagner le Vaucluse et le Var : en dénonçant le programme économique du FN, censé être inspiré de Syriza. Nicolas Sarkozy, François Fillon, Bruno Le Maire ou Alain Juppé multiplièrent des déclarations allant dans ce sens et contribuèrent ainsi à détacher du vote FN des électeurs droitiers soucieux de ne pas donner de gages à la ligne « étatiste » de Marine Le Pen et Florian Philippot (...) »*.

Pour « Les Républicains », ce qui est gênant ce ne sont pas les volets identitaire et autoritaire du programme du FN, c'est bien son étatisme et son programme économique. Il faut dire que c'est dans ce domaine, qu'il peut se distinguer efficacement et de façon perceptible du FN.



On notera un autre point essentiel : la divergence sur ce sujet entre Marine Le Pen et Marion Maréchal Le Pen, cette dernière incarnant manifestement une position plus libérale que sa tante...

La convergence, et donc l'émergence d'un Front de Droites Dures connaît donc une distorsion visible à partir de la question économique. On notera également que les lignes de Marion et Marine Le Pen divergent... On verra enfin, dans une prochaine partie, que l'analyse mérite tout de même d'être affinée notamment chez les sympathisants LR des classes populaires...



### **3. *Le Peuple : construction d'un dialogue direct et critique du système en place***

Au-delà... au-delà des corps intermédiaires, qu'ils se nomment syndicats, journalistes, partis politiques... au-delà de toutes les structures hiérarchiques, je m'adresse à vous.

Nicolas Sarkozy, d'autres avant lui, s'est voulu le candidat du peuple, il a voulu « parler à cette majorité silencieuse qui tient le destin de la France entre ses mains ».

Le discours se veut vertical, direct, permettant de construire un dialogue avec chacun, sans passer par qui que ce soit, surtout pas les corps intermédiaires, sans passer par le « système » tant décrié.

Il permet de se positionner comme critique d'un système même si l'on se trouve en son centre. Les blocages et autres difficultés sont alors liés aux conservatismes des adversaires, des corps intermédiaires, de l'autre. La cassure territoriale, l'émergence d'un nouveau langage constituent deux facettes déterminantes de l'offensive.

Cette stratégie nécessite également des ennemis, véritables ou façonnés. Cette stratégie nécessite une logique de l'affrontement. Cette stratégie a été la réponse de Nicolas Sarkozy à l'offensive du Front National. Elle a parfaitement fonctionné lors des élections présidentielles de 2007. Moins en 2012. Elle sera plus que jamais la stratégie pour 2017.

## **S'ADRESSER DIRECTEMENT AU PEUPLE ET CRÉER LES DIVISIONS À SON PROFIT**

Patrick Buisson l'affirme : « *Une élection ne se joue pas au centre mais au peuple.* ».

Il faut donc tisser ce lien. Patrick Buisson affine son analyse citée par Valeurs actuelles : « *Quelle garantie l'électeur a-t-il que ses attentes ne seront pas de nouveau déçues ? Le référendum, répond Patrick Buisson. Nicolas Sarkozy s'adressera directement aux Français sur les questions importantes. Que ce soit sur l'immigration ou sur l'indemnisation du chômage. Et plus généralement, à chaque fois qu'il y aura blocage ou que les élites autoproclamées chercheront à réduire les droits du citoyen à ce que Guy Debord appelait "les droits de l'homme spectateur" privé de la maîtrise de son destin.* ».

Parler au Peuple permet de s'adresser à tous et à chacun. Et pourtant, sous cette rhétorique, une partie de la droite cherche à scissionner ce « peuple » et non à l'unifier. L'approche n'est pas républicaine, unificatrice, elle est facteur de division, elle la génère, elle la vise, elle l'utilise. En jouant sur une profonde peur du déclassement partagée par une grande partie de la population française, elle cherche à scinder à son profit. Les pauvres contre les un peu moins pauvres qui ont peur du déclassement, les classes moyennes, appellation fourre-tout et bien pratique pour les discours englobants, contre les moins aisés... et ainsi de suite. En période de crise, c'est donc l'autre qui serait le danger, non pas le spéculateur mais votre voisin...

Daniel Lindenberg, essayiste et historien des idées, souligne dans Les nouveaux réactionnaires : « *Avec les mêmes ennemis, l'étranger et au premier chef le musulman, objet de tous les fantasmes, mais aussi le « fraudeur », « l'assisté », le « casseur », bref, le cortège des nuisibles, inutiles et fainéants. Vision d'une société coupée en deux par un semblant de guerre civile entre d'un côté, les « bons français », qui « se lèvent tôt », « travaillent dur » et « respectent » la loi et de l'autre ceux qui n'aiment pas la France.* ».

Eric Maurin, directeur de l'EHESS, dans son ouvrage Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social met en avant ce processus qui sape en partie notre esprit de solidarité, et constate que chacun tente de rejeter au loin la catégorie sociale considérée comme « inférieure ». Phénomène qui s'explique par la peur du déclassement dans une société en perte de repères. Evidemment, cette fuite, se traduit concrètement, notamment d'un point de vue territorial : la ghettoïisation se fait à l'inverse, chacun tentant de s'éloigner de la catégorie sociale qu'il juge en-dessous de la sienne.

Cette très brève approche apporte un élément important pour la suite. Elle met en avant les oppositions au sein d'un peuple qui est aussi une multitude. C'est aussi un des éléments clefs, et un profond sujet de débat, au sein de la gauche. La République, celle qui vise à unir au-delà des différences est au cœur d'une partie de la solution.

## LA CASSURE TERRITORIALE

Sur ce sujet, une analyse de la géographie électorale apporte des éléments cinglants. Deux courts extraits de l'ouvrage d'Emmanuel Todd et d'Hervé Le Bras, Le mystère français (mars 2013) :

*« La base du FN, plutôt urbaine à l'origine, devient rurale, ou du moins territorialement diffuse. C'est l'ouverture d'une nouvelle perspective politique. Le FN peut devenir, une fois pour toutes, le parti des pauvres, des laissés-pour-compte, un parti qui ne se définit plus seulement comme xénophobe mais comme porteur d'un message social (le vieux FN était ultralibéral, posture qui ne pouvait séduire au-delà des petits commerçants et des patrons). Le virage anticipé par Mégrét peut commencer. La propagation du FN peut reprendre. »*

*« Le Front National est devenu, économiquement et territorialement, le parti des dominés, de ces faibles qui ont été éloignés, par l'éducation autant que par le métier, des centres urbains de pouvoir et de privilèges, et relégués vers les zones périurbaines et rurales. La localisation fréquente de ces électeurs à la jonction de plusieurs départements, sans rattachement territorial fort, les place en état d'anomie géographique. A la suite de Pascal Perrineau, les politologues ont parlé de « gaucholepénisme » pour décrire cette clientèle. Ils n'ont pas tort puisque les ouvriers sont effectivement nombreux dans les zones périurbaines ou à la frontière des départements. Mais leur position d'exilés de l'intérieur pèse vraisemblablement plus dans leur sentiment d'abandon que leurs conditions d'ouvriers. Plus que leur définition socio-économique, leur condition non urbaine (pour paraphraser le titre d'un livre d'Olivier Mongin) façonne leur attitude politique. On peut même se demander si ce ne sont pas ces « mis à l'écart » géographiques qui se déclarent ouvriers dans les sondages, les ouvriers des centres-villes et de leur première couronne préférant se définir comme techniciens. »*

Cette France des franges, des interstices, rurale et périurbaine, repoussée à l'extérieur, victime frontale de la réduction des services publics, et celle des villes moyennes frappées par la désindustrialisation et le chômage contiennent des colères qui ne semblent plus trouver d'écho. C'est cette population dont parlent Philippe Guibert et Alain Mergier dans *Le descenseur social : Enquête sur les milieux populaires*.

On peut lire dans un article du Monde du 23 avril 2012 (« Présidentielle : le message de la "France des invisibles" ») de Françoise Fressoz : « Géographiquement, c'est dans la France rurale et l'agglomération de Paris qu'elle est la plus forte. Lorsqu'on interroge ceux qui ont voulu voter pour elle (Marine Le Pen), ils répondent à 67 % "qu'elle répond à leurs préoccupations" et à 55 % "qu'elle représente le changement". Ceux qui ont voté pour elle l'ont d'abord fait par "soutien à un candidat" (64 %) plutôt que "par opposition" à un autre candidat (36 %). Et parmi les thèmes qui comptent le plus pour eux figurent l'immigration (62 %), l'insécurité (44 %) et le pouvoir d'achat (43 %). ».

Pascal Perrineau, lui aussi, met en avant, dans Le choix de Marianne, ce « clivage territorial » : « le lieu faisait lien. Aujourd'hui, en l'absence de lien structurant, l'individu est renvoyé à lui-même et au kaléidoscope de ses territoires particuliers. Il flotte dans une ou des identités « hors-sol », d'une grande fragilité qu'aucun système social ou pouvoir politique ne parvient à rassembler ou unifier. ».

## L'ATTAQUE CONTRE « LA PENSÉE UNIQUE » : UNE LIBÉRALISATION DE LA PAROLE

*« Maintenant, pour atteindre la connaissance, il faut trébucher sur des mots devenus éternels et durs comme de la pierre, et la jambe se cassera plus facilement que le mot. »*

Nietzsche

La « pensée unique », comme on peut le lire dans Vers l'extrême de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre (mai 2014) est une « *expression apparue d'abord dans la revue d'extrême droite Eléments, avant d'être reprise par Sarkozy pour dénoncer la « dictature intellectuelle » des « soixante-huitards.* ». Le développement du concept est déterminant pour permettre une libération de l'expression des préjugés. Aujourd'hui, cette critique est pleinement utilisée par le Front de Droites Dures pour faciliter son offensive idéologique.

Soyons clairs : la pensée dominante existe, comme le langage technocratique. Ce qui est ici mis en avant est l'utilisation qui est faite de leur critique pour un usage différent : celui de la libération sans limite et sans contrôle des discours de rejets, celui de l'utilisation de cette critique pour discréditer les corps intermédiaires et ainsi apparaître comme hors système même si l'on y est englué. La question de la manière de porter le débat démocratique dans une société complexe et en mutation en évitant à la fois la caricature et le langage technocratique est posée.

Certains tentent de s'appuyer sur le « bon sens » de manière caricaturale, de prendre comme point d'appui l'opinion pour critiquer, attaquer... Les questions soulevées par la dynamique ainsi créée sont nombreuses, la première d'entre elle : Comment se construit l'opinion, comment émerge les « évidences du bon sens » ? Comment se construit le cadre du débat politique ? Quelle est l'influence des médias ?



Ces questions sont déterminantes lorsque l'objectif devient le pouvoir. Elles sont donc, désormais, déterminantes pour ce Front de Droites Dures.



**Le FN :  
Une offensive  
pour le pouvoir**



# 1. *Une offensive pour le pouvoir*

Sondage Marianne-Ifop publié le 1<sup>er</sup> août 2014 : Marine Le Pen arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle : 26 %, dont 40 % chez les ouvriers, 30 % chez les actifs, 27 % chez les moins de 35 ans.

Sondage Ifop réalisé pour Le Figaro les 3 et 4 septembre 2014 : Marine Le Pen se situerait au premier tour de l'élection présidentielle entre 28 et 30 % en fonction des candidats de droite qui lui feraient face.

Elle battrait François Hollande au second tour (54 % - 46 %).

Elle atteindrait 40 % contre Nicolas Sarkozy, 43 % contre François Fillon et 36 % contre Alain Juppé.

La stratégie développée porte ses fruits. Les résultats progressent rapidement. Le pouvoir est accessible. Marine Le Pen : « *Il n'y a plus de plafond de verre qui empêcherait notre victoire.* ». Certes, les élections régionales sont passées par là et le front républicain a contenu la vague mais il doit être constaté également qu'un plafond de verre sans cesse repoussé n'en est plus un...

## **RAPPORT AU POUVOIR : UN BASCULEMENT POUR OUVRIR LE CHAMP DES POSSIBLES...**

« *Le pouvoir ? Dieu nous en préserve !* », formulait Jean-Marie Le Pen à l'un de ses proches.

Le pouvoir n'était pas son but. Il fallait commencer par construire une notoriété.

Le contraste avec les propos de Marine Le Pen lors de son élection à la présidence du FN en 2011 est éclairant : « *Une chose est sûre, la finalité de tout engagement politique est d'être apte à exercer les responsabilités du pouvoir. Il y a un moment où il faut savoir passer de la protestation systématique à la volonté affirmée de changer les choses et à la logique de gouvernement. Le Front National n'a pas vocation à s'enfermer dans une culture groupusculaire ni dans une posture de témoignage perpétuel, mais il a le devoir de devenir un grand parti populaire.* ».

Les temps ont passé, la notoriété est acquise, une étape nouvelle est visée : celle du pouvoir. La stratégie de Bruno Mégret est remise au goût du jour...

Cela amène à changer de stratégie, d'image, de marque, de nom. Manifestement, la nouvelle leader a souhaité aller dans ce sens malgré la désapprobation de son père... c'est désormais une histoire de temps... la dédramatisation est en marche, viendra le changement de nom et l'effacement du symbole de la flamme d'inspiration mussolinienne. Ce sont des étapes nécessaires pour passer de la dédramatisation à l'acceptabilité... attention à la banalisation... Tout en conservant donc tout de même le nom du Front National, Marine Le Pen a impulsé la création d'un grand pôle de rassemblement autour du « Mouvement Bleu Marine » et de la naissance d'un micro-parti visant à rassembler les « patriotes » : le SIEL (Souveraineté, Indépendance Et Libertés) qui propose de « Former avec le Front National et les partis qui le voudront un pôle de rassemblement à vocation majoritaire. ».

La rupture consommée avec son père marque une étape dans ce processus... elle constitue comme un symbole dans la stratégie de dédiablement, une nécessité pour la crédibilisation de la démarche. Il était un obstacle, il a été écarté. Au-delà de l'aspect théâtral de la situation, c'est bien une stratégie qu'elle met en exergue.

L'article du Parisien du 20 novembre 2015 illustre cette fracture stratégique entre les deux dirigeants à travers la déclaration de Jean-Marie Le Pen commentant la réaction de sa fille face aux attentats : *« Marine Le Pen sait que la vérité diabolise. Et comme elle veut se dédiablement et entrer dans le système, eh bien elle assouplit son discours. C'est une erreur. La radicalisation de la situation exigerait au contraire une radicalisation de la critique. »*.

On notera également que la personnalisation du pouvoir, elle, est conservée... comme le nom des Le Pen devenu une sous-marque du FN, à moins que cela soit l'inverse...

## UNE TENTATIVE DE BASCULEMENT VERS UN « PARTI POPULAIRE »

Le Front National a une double volonté : celle de sortir du cadre pour apparaître toujours davantage en marge du système et celle de franchir une étape incontournable : celle de la dédramatisation.

Le Front National tente une synthèse en tissant un lien direct avec le « peuple », notamment en stigmatisant les corps intermédiaires. Ce choix permet d'agréger les angoisses et les mouvements de protestations face à un système jugé défaillant.

L'option levée est donc la suivante : on s'adresse au peuple et on récuse le clivage gauche - droite. Pour cela, reste à jouer quelques partitions idéologiques qui sortent des grilles classiques pour créer certains malaises dans une société de moins en moins structurée politiquement. Marine Le Pen annonce une stratégie claire : « *Je pense que le FN, s'il fut un jour un parti d'extrême droite, est aujourd'hui un grand parti populaire.* » et tente de mettre en lumière de nouveaux clivages, comme celui entre les nations et le « mondialisme ». Le ni-droite, ni-gauche est donc de mise. Lors de son discours d'investiture à la tête du FN du 16 janvier 2011, Marine Le Pen évoque notamment « le monstre européiste », ou encore « l'hyper-classe mondiale. ». Ce positionnement, et les conséquences dans l'opinion, génèrent des analyses nouvelles sur la structuration de l'espace politique.

Déjà, le 31 mars 1997, 10<sup>ème</sup> congrès du FN, Jean-Marie Le Pen : « *Notre alternative est populaire, certains disent même populiste, et nous n'en avons pas honte. Bien au contraire, nous en sommes fiers. Nous sommes fiers de défendre un programme qui répond aux aspirations du peuple, des villes plus françaises, plus enracinées.* ». Le père préparait ainsi le terrain pour le virage que prendra sa fille... jusqu'à menacer quiconque qualifiera son parti d'extrême droite... l'enjeu est majeur : passer de l'extrême droite à un parti populaire, c'est basculer d'un parti qui touche une cible précise à un parti qui a pour objectif de toucher tout le monde et ainsi de modifier le paysage politique plus profondément.



Dominique Reynié, politologue, dans son ouvrage sur la montée des populismes en Europe souligne : « *Le peuple est national. Voilà les seules informations données par les populistes et qui permettent d'imaginer son visage : ce n'est pas une classe sociale – feu la classe ouvrière -, ce n'est pas un groupe social – le groupe des classes moyennes -, c'est une Nation épurée de ses élites malfaisantes, c'est l'idéal d'un peuple seul avec lui-même, sans aucune médiation ni parasitage du rapport à soi. C'est un peuple, parce qu'il est en butte à ceux qui le gouvernement, mais c'est un peuple national parce qu'il est en lutte face à l'étranger qui le menace. (...) mais le peuple selon les populistes est ethnicisé. Il ne peut être qu'un « peuple » de blancs.* ».

On comprend là le lien entre la version de la Nation du Front de Droites Dures et le peuple, un lien patiemment tissé et qui donne de la consistance à l'offensive idéologique.

Dominique Reynié ajoute : « *Le peuple est une entité abstraite que l'on ne se préoccupe guère de défendre et que représente un leader parlant à une pluralité d'individus, pris dans leurs frustrations personnelles, dans le ressentiment personnel et non pas dans une revendication de groupe ou l'exaltation d'une quelconque cause commune. (...) agrégation de colères individuelles, de protestations disparates qui n'ont pas forcément de convergences.* ».

Marine Le Pen couple cette analyse avec le fond historique antiparlementaire du FN : « *La souveraineté, c'est aussi la reconnaissance d'un souverain, au-dessus duquel rien ni personne ne porte. En France le pouvoir souverain, c'est le peuple ! Or l'histoire a montré que son autorité n'était pas absolue quand de serviles parlementaires (sic) sont autorisés à bafouer sa volonté, commettant une faute si lourde qu'ils n'en paieront jamais le prix (...) En conséquence de cette trahison, je retirerai au Parlement son pouvoir constituant qui sera désormais l'apanage exclusif du peuple.* ».

Le Front de Droites Dures tente de récupérer les critiques populaires émises à son profit. Cela renvoie évidemment aux choix réalisés sur le fond, à la gestion de la crise, mais aussi à une critique de tous ceux qui

possèdent une once de pouvoir, et notamment les élus. Evidemment, la notion de peuple est développée de manière restrictive et clivante, ne visant pas à réunir mais bel et bien à diviser. Evidemment, il est fait fi de la dynastie électorale de la famille Le Pen...

Le Front de Droites Dures tente et réussit à profiter d'une défiance grandissante.

# Quelques chiffres qui marquent

## Sources :

Janvier 2013 : Enquête Ipsos – CGI Business Consulting pour Le Monde,  
Fondation Jean Jaurès et le Cevipof

Avril 2015 : Fractures Françaises Vague 3 – Ipsos/Sopra pour Le Monde,  
La Fondation Jean Jaurès et Sciences Po.

## Politique et corruption

>> 2013 :

62 % des personnes interrogées préfèrent dire que « La plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus. ». (dont 64 % des sympathisants du Front de Gauche, 40 % de ceux du PS, 55 % de ceux de LR et 87 % de ceux du FN). L'approche en fonction de l'âge marque une tendance d'avenir : moins de 35 ans : 70 % – 35-59 : 64 % – 60 ans et plus 50 %.

>> 2015 :

On passe de 62 à 66... avec une hausse de 11 points chez les sympathisants socialistes.

## Le système démocratique français

>> 2013 :

Seul 28 % des personnes interrogées choisissent l'affirmation suivante « Le système démocratique fonctionne plutôt bien en France, j'ai l'impression que mes idées sont bien représentées. », plutôt que l'inverse. (33 % des sympathisants du Front de Gauche, 61 % de ceux du PS, 27 % de ceux de LR et 2 % de ceux du FN).

>> 2015 :

Même phénomène que pour la question précédente : on passe de 28 à 24 avec une chute considérable de 23 points chez les sympathisants socialistes.

## Motivation des hommes et femmes politiques

>> 2013 :

18 % des personnes interrogées préfèrent penser que « Les hommes et les femmes politiques agissent principalement dans l'intérêt des Français. » et donc 82 % principalement pour leurs intérêts personnels. (dont 80 % des sympathisants du Front de Gauche, 59 % de ceux du PS, 85 % de ceux de LR et 94 % de ceux du FN).

>> 2015 :

Même phénomène... de 82 % à 86 % et surtout de 59 à 74 chez les sympathisants socialistes.

Dès 1789, Emmanuel Joseph Sieyès déclarait en évoquant la confiance : « *Si le pouvoir vient d'en haut, elle doit venir d'en bas.* ». C'est notamment de ce clivage : « France d'en haut, celle du système », contre « France d'en bas, critique du système », que le FN joue pour sortir de la diabolisation.

## LA TRIPARTITION DE L'ESPACE POLITIQUE

L'évolution du FN et ses résultats électoraux font émerger un nouveau paysage politique. Pascal Perrineau, politologue, précise au sujet du positionnement de Marine Le Pen : « *Elle rassemble en fait un électorat spécifique avec ses choix et ses orientations propres, ce qui exige de concevoir l'espace politique non plus comme bipolaire mais comme tripolaire* ».

Jean-Christophe Cambadélis s'interroge sur les conséquences et stratégies face au Front National dans une interview au Monde (15 octobre 2013) : « *Le Front National, fort d'un abstentionnisme important au premier tour, s'est installé au centre de la vie politique française. Il constituera l'enjeu des prochaines élections. Cela pose un problème nouveau à tous les états-majors : que fait-on dans ce tripartisme ? En ce qui concerne les socialistes, faut-il assécher la montée frontiste ou mobiliser la gauche ?* ».

Et soyons clairs, des voix de gauche atterrissent dans son escarcelle... Julien Dray souligne ce mouvement : « *Dans Le point de rupture paru en 2011 (Fondation Jean Jaurès), Jérôme Fourquet soulignait que la progression moyenne du Front National entre les deux tours des cantonales était supérieure en cas de duel avec l'UMP qu'en cas de duel avec un candidat de gauche. Il écrivait à l'époque : « Ainsi, dans les cantons où se déroulait un duel droite/Front National, la progression de près de 11 points du score du Front National ne peut s'expliquer (...) des reports conséquents en provenance de la gauche ont bien eu lieu, notamment dans des zones populaires. On peinerait à comprendre que la situation se soit considérablement modifiée dans le Lot-et-Garonne, où le FN a progressé de vingt points en une semaine et de 7000 voix !* ». ».

L'approche choisie par Marine Le Pen est celle du mouvement. Elle le dit clairement : « *Je pense que c'est en avançant qu'on crée une dynamique.* ». Courir pour ne pas se laisser enfermer à l'extrême, pour ne pas se faire marginaliser.

Le tripartisme modifie donc profondément le paysage. S'inscrit-il dans la durée ou correspond-il davantage à une phase de transition, un préalable à une recomposition politique ? Gaël Brustier précise ainsi dans un article de Slate : « *Si l'on pense en termes d'évolutions idéologiques du pays, en termes de dominations culturelles, c'est-à-dire de tout ce qui relève de l'ordre des représentations et de la vision du monde, il faut bien constater que les droites forment, de plus en plus (même si ce processus n'est pas achevé) un continuum idéologique, électoral et social.* »

Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique à l'Ifop : «*La tripartition est un système transitoire...* ».

Les passerelles entre les différents partis, les clivages en leur sein interrogent sur les nouvelles polarités, les potentielles recompositions et autres rapprochements... ainsi, est posée la question des recompositions politiques à moyen terme provoquées par les chocs issus du tripartisme... avec bien entendu la résurgence régulière dans le débat public, inéluctable, d'un scrutin à la proportionnelle partielle qui viendrait encore modifier la pratique démocratique. Qui va réussir à créer l'élan, quelle recomposition va émerger... ? Ce présent document met en avant l'une d'entre elle déjà à l'œuvre... Bientôt 100 000 exemplaires vendus pour Le moment est venu de dire ce que j'ai vu de Philippe de Villiers, après le best-seller d'Eric Zemmour avec Le Suicide Français... Patrick Buisson, leur acolyte, analyse : « *La recomposition politique de la droite est toute proche.* ». (Marianne 4 décembre 2015).

Le tripartisme, « *C'est une réalité électorale évidente.* », expliquait Florian Philippot, « *Mais ce n'est qu'une étape entre deux bipartismes : l'ancien UMP/PS et le nouveau bipartisme qui est en train de naître entre eux, l'UMPS, fêrus de dépassement des Nations, et nous, les patriotes qui défendons la souveraineté et l'identité nationale.* ».

On commence ici à rentrer dans le cœur du sujet en abordant les mouvements de la société française, ses fractures d'aujourd'hui et ses nouveaux clivages potentiels...

Pascal Perrineau précise au sujet d'une étude récente de l'Ifop publiée par la fondation Jaurès : *« J'ajouterai un autre clivage à tous ceux que tu viens de citer – et c'est d'ailleurs un des éléments de la crise de la représentation. Qu'est-ce que la représentation politique ? C'est représenter les clivages réels d'une société. Quand ces clivages sont multiples, quand ces clivages ont bougé, la représentation politique, si elle n'a pas évolué et reste sur des catégories traditionnelles comme l'opposition entre la gauche et la droite, n'a plus la capacité de représenter correctement la société. S'il y a crise de la représentation, c'est parce que la représentation politique ne représente plus fidèlement la société et ses clivages. »*.

En réponse, Gilles Finchelstein traite ce lien entre les sympathisants LR et FN : *« Je termine par l'UMP. Ce qui est frappant, pour le résumer d'une formule, c'est que ses sympathisants sont fermés au Front National et ouverts à une partie de ses idées – notamment aux questions relatives à l'identité. Pour juger de la pertinence de la stratégie de Nicolas Sarkozy, la question est celle du choix du terrain d'affrontement. »*. Le Front de Droites Dures peut, comme l'a souligné Patrick Buisson, émerger sur la question des valeurs et de l'identité...

La tripartition constatée relève d'une analyse rapide provenant de l'émergence du FN à un niveau comparable aux deux autres partis pouvant dépasser les 25 %. En réalité, on assiste à un bouleversement, à une déstructuration des clivages qui peut amener à une recomposition partisane progressive suite aux chocs qui seront provoqués par cette situation.

## UNE DROITISATION GÉNÉRALE

La tripartition est à analyser en articulation avec un mouvement de l'opinion que l'on peut qualifier de droitisation... même si une nuance importante en matière de liberté de l'individu sera apportée.

L'offensive du Front de Droites Dures fixe le cadre des débats. Elle gagne indéniablement du terrain. Certains affirmeront que des partis s'adaptent à l'état de l'opinion, d'autres que c'est l'offensive idéologique qui a abouti à modifier l'opinion. Dans tous les cas, la dynamique a été lancée, et ces deux facettes se nourrissent mutuellement.

On notera tout de même la réflexion de Vincent Tiberj en la matière. L'étude qu'il a menée a tenté d'aborder certaines questions clivantes sur un temps long. En matière d'immigration, il note que *« L'idée d'une droitisation ne résiste pas à l'observation sur le long terme. En 1988, 75 % des Français disaient qu'il y avait trop d'immigrés en France ; ils n'étaient plus que 52 % en 2007. »*. Cette observation peut apparaître contradictoire avec les constats réalisés précédemment, sauf que... il met également en avant l'évolution des opinions au regard des offensives idéologiques. Comme nous l'avons précisé au début de ce document, il complète en mettant en avant l'importance de la teneur des débats et de la dynamique qui se met en place : *« En 1984, 24 % des Français étaient en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales. En mai 2012, ils étaient 60 %, mais trois mois plus tard ils n'étaient plus que 40 %. Entre-temps, l'UMP était entré en campagne interne et Jean-François Copé avait placé la hantise du communautarisme et de l'islam au cœur du débat. »*.

Il relève également un phénomène complexe dit de « loi thermostatique ». Cela signifie par exemple que la demande d'Etat est d'autant plus forte que la droite est au pouvoir et moins forte lorsque c'est la gauche, comme si les citoyens visaient à un rééquilibrage. Ce phénomène s'explique encore via le cadre du débat politique : *« En pratique, cela se comprend : passé l'état de grâce postélectoral, l'opposition est plus libre, la presse plus critique et la politique*



*économique menée fait toujours suffisamment de mécontents pour qu'une partie des électeurs change d'avis. Au bout de six mois environ, vous avez quasi systématiquement un retour de flamme. ».*

Pour aborder le phénomène dans sa complexité, il faut revenir sur les propos de Gilles Finchelstein dans l'ouvrage collectif de la fondation Jean Jaurès visant à commenter une enquête sur les fractures françaises : *« La droitisation est quasi généralisée. Elle s'étend à la plupart des sujets. Elle touche la plupart des partis ou des sympathies partisans. Il existe certes une exception pour ce qui relève de la liberté de l'individu, avec une opinion ouverte, et même plus ouverte qu'auparavant, sur l'adoption par des couples homosexuels ou la légalisation des mères porteuses. ».* On a là un constat singulier d'une demande de liberté individuelle accrue tout en exigeant un cadre global où le souhait d'autorité est élevé.

*Gilles Finchelstien poursuit : « Mais pour le reste... Les sujets de société traditionnels ? On observe sur la peine de mort un basculement – 52 % de Français favorables à la peine de mort, cela nous renvoie à un état de l'opinion antérieur à 1981. Le rôle de l'État dans l'économie ? On constate de la même manière une demande de libéralisme. La solidarité ? On voit également un recul. Les questions régaliennes ? On observe une crainte massive sur des questions comme le nombre d'étrangers. ».*

## DES STRATÉGIES POUR LE POUVOIR QUI COMMENCENT À DIVERGER AU CŒUR DU FN

Dans un contexte d'ensemble en mouvement, des débats émergent au cœur du FN. La droitisation de l'opinion, la perspective du pouvoir, génèrent des interrogations grandissantes en matière d'alliances comme de lignes : on découvre dans un dossier du Nouvel Obs l'opposition grandissante au sein de la famille entre Marion et Marine... Marion poussée par Jean-Marie manifeste contre le mariage pour tous. Elle souhaite mettre l'immigration au cœur de la doctrine et ne pas être aspirée par les nouveaux sujets de Marine. Elle est par ailleurs favorable aux alliances avec LR quand sa tante veut jouer un rapport de force plus frontal... et récupérer des morceaux de LR...

Ensuite, une question géographique et des questions de fond : certains, cela serait le cas de Patrick Buisson, veulent opposer le FN du sud au FN du nord, l'immigration et l'économie... Marine Le Pen pense, quant à elle, que ce sont les deux jambes sur lesquelles il faut que le FN marche...

Une étude de l'IFOP pour Le Monde illustre les différences de sensibilités du vote FN selon des critères géographiques. Le titre de l'article du Monde du 7 août 2013 : « « Sudiste » et « Nordiste » : les deux électors du FN » résume bien la situation. La première ligne correspondant davantage au positionnement historique de Jean-Marie Le Pen : ligne poujadiste contre la pression fiscale et en soutien aux petits commerçants et artisans, contre une ligne d'interventionnisme économique qui convient davantage aux électeurs frontistes du nord. On retrouve ces éléments à travers les reports de voix entre les deux tours de la présidentielle : 59 % des électeurs de Marine Le Pen se sont reportés sur Nicolas Sarkozy dans le sud-est, contre 42 % dans le nord est.

Le dénouement de cette bataille, si elle se tient, pèsera. Il pèsera y compris sur la potentielle recomposition partisane...

## LE CHEMIN DE LA DÉDIABOLISATION EST PLUS COMPLEXE QU'IL N'Y PARAÎT...

Si des étapes sont indéniablement franchies par le FN en matière de scores électoraux comme en matière de perception, le second tour des régionales marque des réflexes anti-FN profondément ancrés dans la population française.

Gérard Courtois, dans l'ouvrage collectif de la fondation Jaurès commentant une étude sur les Fractures Françaises réalisée par Ipsos en avril 2015 met en avant le fait que « *La cristallisation, la consolidation du Front National est très significative. On a là un bloc idéologique qui me paraît s'enraciner de plus en plus solidement. En revanche, sur le terrain politique, les réponses des sondés concernant le FN sont assez cruelles pour Marine Le Pen. Elle perd la bataille sémantique sur le qualificatif d'« extrême droite » qu'elle récuse mais que les Français retiennent très majoritairement.*

*De même, les limites de son entreprise de dédiabolisation semblent, pour le moment, atteintes : 60 % des sondés déclarent, en effet, que le FN est un danger pour la démocratie. Or, si l'on regarde l'évolution du baromètre sur le FN que Le Monde publie depuis vingt-cinq ans, ce jugement remonte à des niveaux sensiblement supérieurs à ceux que l'on a observés depuis une bonne dizaine d'années : en 2013, 47 % des sondés estimaient que le FN est un danger pour la démocratie, puis 51 % en 2014 et, désormais, 60 %. Le mouvement est net. Enfin, le FN plafonne sur deux autres terrains. Celui de la crédibilité, puisque 31 % des sondés l'estiment capable ; on peut considérer que c'est beaucoup, mais cela reste un handicap structurel par rapport aux ambitions nationales de ce mouvement. De même, Marine Le Pen n'apparaît pas davantage comme la présidente d'un parti représentant du peuple, puisque 32 % seulement des personnes interrogées jugent le Front National proche de leurs préoccupations. Pour un parti qui fonde une bonne part de sa rhétorique sur la dénonciation des élites, c'est un résultat décevant. ».*

## QUID DU « FRONT RÉPUBLICAIN » ?

Un « Front Républicain ». L'expression a de l'allure. Efficace, brève, elle va droit au but, celui de l'union contre l'inacceptable. Le principe construit des barrières, érige des frontières. Son efficacité a été à de maintes reprises prouvée, les élections régionales en ont été la dernière illustration.

Toutefois, un front, c'est une union. Le ni-ni, ni FN ni PS, porté par LR le délite de fait et marque un tournant, celui du Front de Droites Dures. Soyons clairs, le « ni-ni » marque une rupture idéologique, certains membres de LR sont prêts à l'alliance, d'autres ont la volonté absolue de conquérir une frange de l'électorat qui a basculé de l'autre côté... et développe un discours dans cette optique...

Cette stratégie, ces positionnements, résultent d'une modification du paysage idéologique et de l'émergence d'un Front de Droites Dures qui s'appuie sur la défense d'une identité immuable, sur un conservatisme global.

Face à ce choix, un positionnement clair permet de marquer le fait que voter pour le FN n'est pas un acte anodin et rend donc plus complexe l'émergence partisane d'un Front de Droites Dures qui émergerait sur les valeurs d'identité immuable, de Nation figée, de rejet et de peur de l'autre...

Ce positionnement marque un engagement clair contre cette dérive idéologique et a récemment marqué l'opinion. La défense du cadre républicain ne peut être réalisée du bout des lèvres, en la matière la clarté fait nécessité.

## **2. Sympathisants FN - LR : convergences et oppositions**

Nous assistons à un mouvement plus profond qu'à un simple repositionnement de l'extrême droite historique. C'est un Front de Droites Dures qui émerge dans un monde en bouleversement. L'offensive menée correspond à l'objectif de Patrick Buisson qui vise l'unification des droites sur une ligne dure.

Il s'agit donc désormais d'analyser le terreau sur lequel cette offensive peut agir, de saisir l'état des opinions des électeurs de droite afin de percevoir ce qui peut les unir, mais aussi ce qui les divise.

Ces éléments sont en partie issus de l'essai de la fondation Jean Jaurès : [FN-LR : électorat en fusion](#), publié en septembre 2013, qui propose des clefs de lecture décisives, notamment concernant l'électorat des « ouvriers et employés ».

## **LES THÉMATIQUES AU CŒUR DE L'IDENTITÉ DU FN : IMMIGRATION – ISLAM – SÉCURITÉ - ASSISTANAT**

### **Immigration.**

62 % de l'électorat LR était, en avril 2006, « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation suivante « Il y a trop d'immigrés en France. ». Ils sont 87 % en mai-juillet 2013.

C'est respectivement le cas pour 86 % puis 96 % de l'électorat FN.

Il y a donc convergence mais aussi radicalisation des deux électorats, même si persiste un écart élevé de 32 points des personnes « tout à fait d'accord »...

### **Sécurité.**

38 % de l'électorat LR était, en avril 2006, « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation suivante « On ne se sent en sécurité nulle part. ». Ils sont 73 % en mai-juillet 2013.

C'est respectivement le cas pour 54 % puis 89 % de l'électorat du FN.

Il y a donc convergence mais aussi radicalisation des deux électorats, même si un écart persiste et qu'il y a une différence de 26 points des personnes se déclarant « tout à fait d'accord ».

### **Islam.**

Si ce n'est pas la première des peurs de l'électorat LR, l'islam symbolise plusieurs craintes, en matière d'identité, d'immigration...

Quand Marine Le Pen lance la polémique en comparant en décembre 2010 les prières de rue des musulmans à une occupation, 54 % des sympathisants LR approuvent ses propos.

## **Assistanat.**

95 % de l'électorat LR était, en septembre 2010, « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation suivante « Il y a trop d'assistanat et beaucoup de gens abusent des aides sociales. ». Ils sont 96 % en novembre 2012.

C'est le cas pour 94 % de l'électorat FN.

Les deux électorats sont similaires et stables.

On notera Nicolas Sarkozy a choisi de mettre ce terme au cœur du débat politique.

La droitisation est profonde. Elle concerne l'électorat du FN, elle concerne également celui de LR. C'est donc bien la droitisation qui gagne du terrain.

## **PRIORITÉS RESPECTIVES DES ÉLECTORATS FN ET LR**

*Sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France, réalisé sur Internet du 3 au 6 avril 2013.*

Pour l'ensemble des français, les 5 priorités sont : la lutte contre le chômage (79 %), la santé (58 %), la lutte contre la délinquance (54 %), l'éducation (53 %), la lutte contre la précarité (52 %), le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (51 %).

Pour les sympathisants de LR, les 5 priorités sont : la lutte contre le chômage (71 %), la lutte contre la délinquance (67 %), l'éducation (53 %), la réduction de la dette publique (63 %), la lutte contre l'immigration clandestine (60 %).

Pour les sympathisants FN, les 5 priorités sont : la lutte contre la délinquance (74 %), la lutte contre l'immigration clandestine (73 %), la lutte contre le chômage (67 %), le relèvement du pouvoir d'achat (62 %), la santé (61 %).

On notera les divergences suivantes en matière de priorités entre sympathisants LR et FN :

11 points d'écart au sujet de la santé (important à 61 % pour les sympathisants FN, à 50 % pour ceux de LR).

23 points d'écart au sujet du pouvoir d'achat (62 % contre 39).

16 points au sujet de la réduction de la dette (47 % contre 63).

12 points au sujet de la protection de l'environnement (31 % contre 19).



## **MILIEUX POPULAIRES ET SYMPATHISANTS DE LR : UNE APPROCHE QUI DONNE D'IMPORTANTES ÉCLAIRCISSEMENTS**

### **Immigration.**

52 % des français pensent qu' « Il y a trop d'immigrés en France. ». C'est également le cas de :

72 % des sympathisants LR appartenant aux CSP +.

77 % de l'ensemble des Français des milieux populaires.

93 % des sympathisants LR appartenant aux milieux populaires.

96 % des sympathisants du FN.

### **Sécurité.**

39 % de l'ensemble des français sont d'accord avec l'affirmation suivante : « On ne se sent en sécurité nulle part. » C'est également le cas de :

57 % des sympathisants LR appartenant aux CSP +.

74 % ensemble des Français des milieux populaires.

79 % des sympathisants LR appartenant aux milieux populaires.

89 % des sympathisants du FN.

### **Chômage.**

48 % de l'ensemble des français pensent que « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment. ». C'est également le cas de :

63 % des sympathisants LR appartenant aux CSP +.

56 % ensemble des Français des milieux populaires.

73 % des sympathisants LR appartenant aux milieux populaires.

68 % des sympathisants du FN.

## **Protection.**

Les sympathisants LR ont beaucoup évolué sur ce sujet entre avril 2006 et mai-juillet 2013 :

ils sont passés de 53 % à être d'accord avec l'affirmation « La France doit s'ouvrir davantage. » à 27 % ! Les sympathisants du FN de 16 % à 6 %.

On notera que la réponse varie au sein des sympathisants de LR entre ceux qui sont CSP+ (39 % favorable à l'ouverture) et les sympathisants des milieux populaires (16 %).

Les sympathisants LR sont passés de 28 % à estimer que « La France doit se protéger davantage du monde. » à 52 % ! Les sympathisants du FN de 66 % à 85 %.

On notera que la réponse varie au sein des sympathisants de LR : ceux qui sont CSP+ sont 37 % à y être favorables - les sympathisants des milieux populaires : 63 %.

La crise constitue un tournant politique. La volonté de cadre et de protection gagne du terrain, principalement chez les plus fragiles, les premiers touchés. C'est un élément central pour l'analyse des choix des milieux populaires. Ce point constitue une divergence au sein de l'électorat LR entre les milieux populaires et les CSP + qui s'en sentent proches.

## **Interventionnisme économique.**

54 % des sympathisants LR appartenant aux milieux populaires sont favorables à ce qu'« En matière économique, l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché. », 59 % chez ceux du FN.

Les CSP + sympathisants de LR : 33 % d'entre eux sont adeptes d'une intervention de l'Etat dans le domaine économique.

On notera également que, chez les sympathisants LR, les réponses varient fortement en fonction de l'âge : 26 % des plus de 65 ans sont favorables à peu d'intervention, contre 50 % et 47 % respectivement des 18-24 ans et des 25-34 ans. L'aspect générationnel constitue une autre variable à prendre en compte en la matière.

Les ouvriers et employés de droite sont les plus proches des sympathisants FN dans tous les domaines évoqués ci-dessus. Patrick Buisson, encore lui, proposait son analyse sur ce point dans une interview au Figaro : « *La droite a vocation à redevenir majoritaire pour peu qu'elle ait le courage de franchir une bonne fois pour toutes ce que Léon Bloy appelait la "Porte des humbles", c'est-à-dire de bâtir une offre sociale protectrice en direction de cette France industrielle et rurale des "perdants" de la mondialisation* ».

Patrick Buisson ne s'y est d'ailleurs pas trompé : « *C'est à cette France du travail et de la relégation, sous-consommatrice de prestations sociales, que la droite doit s'adresser en priorité. [...] L'homogénéité croissante des électorats cibles, notamment dans la "France périphérique."* », fait que l'UMP et le FN sont plus que jamais en situation de concurrence » (source : [Le Monde](#) - 08 juin 2013).

Vincent Tiberj, chercheur à Sciences Po a mis en avant dans une interview à [Libération](#), en novembre 2013, la dynamique à l'œuvre et souligné l'importance du cadrage des débats : « *La coloration de la campagne, les enjeux qui y sont débattus et la manière dont on les aborde ont de plus en plus d'importance dans les votes. Or, depuis le milieu des années 90 et surtout à partir de 2007, les enjeux culturels (immigration, multiculturalisme, autorité, genre et homosexualité) ont pris une importance considérable, notamment dans le discours de la droite « décomplexée ».* Les ouvriers se répartissent autant entre la gauche et la droite, tiraillés entre leurs valeurs culturelles, plutôt conservatrices, et leurs valeurs économiques, qui restent toujours antilibérales. Dans le même temps, les classes supérieures et moyennes balancent, elles, entre des valeurs culturelles plutôt ouvertes et des valeurs socio-économiques favorables aux politiques de droite. ».

## VOLONTÉ D'ALLIANCES ET CONSÉQUENCES POLITIQUES

La droitisation constatée a des conséquences. Les convergences des opinions des électorats également.

*« Selon une étude YouGov réalisée en exclusivité pour Le HuffPost et Itélé sur les alliances UMP-FN aux municipales 2014 (publiée le 13 juin 2013), un sympathisant UMP sur deux (50 %) y est favorable. Du côté de l'extrême droite, 60 % des électeurs de Marine Le Pen approuveraient de tels accords. » (Source : Huffigton post). 48 % des Français sont contre.*

*L'article qui accompagne l'étude ajoute : « A l'inverse, seuls 16 % des électeurs de droite jugent "moins probable" de voter UMP si un accord de cette nature devait être scellé.*

*C'est du côté du report des voix centristes que l'UMP aurait le plus à perdre. 38 % des sympathisants du Modem et de l'UDI jugent que la constitution d'une liste UMP-FN les inciterait à ne pas voter à droite. ».*

La solution de l'équation, proposée par Nicolas Sarkozy, est celle du peuple. On ne propose pas d'alliance qui viendrait heurter certaines consciences centristes, on parle directement au peuple. Cela permet d'éviter de donner l'impression que les appareils politiques d'en haut décident à votre place... la démarche antisystème est respectée. On a là les éléments explicatifs du refus du Front Républicain et de la stratégie du ni-ni.

Ces éléments posent également la question de l'adaptation de personnalités politiques à ces mêmes sondages... Certains retournements de personnalités de droite qualifiées jusqu'ici de « modérées » peuvent être appréhendés en ayant ces chiffres en tête. Autrement dit : certains choisissent de s'adapter à cette nouvelle donne, à ces attentes, plutôt que de tenter de peser sur le cours des choses... le tout en espérant que cette adaptation les mène au pouvoir. Ainsi, ils participent à la dynamique constatée.

Le Front de Droites Dures n'est pas encore officiellement constitué mais les mécanismes sont à l'œuvre, l'offensive idéologique en mouvement. Attentif à ces évolutions, actant de la concurrence du FN, Nicolas Sarkozy marque son territoire et tente d'avancer, lui aussi, ses pions. Ces choix impactent le paysage politique.

## **SARKOZY A DÉCIDÉ DE CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE « OFFENSIVE » ET DÉJÀ RÔDÉE FACE AU FN... ET CELA FAIT BOUGER LES LIGNES...**

Gérard Courtois dans l'ouvrage collectif de la fondation Jean Jaurès sur les Fractures Françaises commentant les résultats d'une étude Ipsos d'avril 2015 : *« Je ferai une dernière remarque concernant les rapports ambivalents entre la droite et le FN. Comme Pascal Perrineau, le jugement des sympathisants UMP sur le Front National m'a frappé. Aujourd'hui, ils ont compris, ou semblent avoir compris, que le Front National est, pour leur camp, un ennemi extrêmement dangereux et que des barrières sont nécessaires. Mais, sur le terrain identitaire, sécuritaire, sur le rapport à l'autre – et notamment sur la question du religieux et du rapport à l'islam –, on a également constaté une forte, voire très forte proximité entre les deux électors. C'est tout à fait en phase avec la stratégie de Nicolas Sarkozy. D'un côté, il a réussi à faire passer le message selon lequel le Front National représente un péril mortel pour l'UMP et pour la droite. D'un autre côté, il est parvenu – on le voit avec la question des cantines scolaires, dont 71 % des sondés considèrent qu'elles ne devraient pas servir de plats différents selon les convictions religieuses des élèves – à faire passer l'idée que son parti est un vecteur plus efficace et plus crédible que le FN pour la défense et la promotion de ces idées. ».*

Le discours politique a un impact sur les perceptions. Le FN devient un ennemi, de nouveaux positionnements stratégiques en découlent... mais tout cela ne doit pas cacher un certain niveau de convergence sur les questions identitaires... les lignes bougent, les discours ont des conséquences.

# **Nouvelles perspectives**





*« Si vous voulez savoir à quoi ce monde ressemblerait,  
nous sommes les derniers témoins.  
Si vous croyez pouvoir revenir en arrière,  
c'est impossible. »*  
Eric Hobsbawm

La gauche doit écouter et entendre les inquiétudes, les craintes, les cris croissants d'une partie de la population face à la crise mais aussi face à certaines dérives du système. La multiplication des incertitudes génère une demande de repères, de protection, de clarté, de vision. Le Front de Droites Dures avance dans ce cadre et tente d'utiliser ces craintes : « *Leur fonds affectivo-imaginaire est la peur, qui se fixe soit sur le présent, soit sur l'avenir.* » affirme Pierre-André Taguieff, philosophe, politologue et historien des idées, directeur de recherche au CNRS. La gauche se doit de proposer sa grille de lecture d'un monde en mouvement, d'une « modernité liquide » comme la qualifie le sociologue Zygmunt Bauman, d'une modernité insaisissable, qui génère des peurs multiples et confuses. Si aucune nouvelle matrice n'est proposée, si aucune nouvelle perspective adaptée n'est présentée, alors le terrain de la pensée sera envahi par ce Front de Droites Dures et ses chimères.

Le monde change, la société travaille sur elle-même sans discontinuer et ainsi se transforme.

« *Poussée de l'individualisme, retour des religions, prise de conscience écologique, montée en puissance de la recherche scientifique, irruption des réseaux numériques.* » sont les cinq grands thèmes relevés par l'historien Pierre Nora qui viennent transformer profondément nos sociétés.

Le philosophe Bernard Stiegler soulignera pour sa part l'importance de « *Rompre avec le consumérisme, qui a produit une insolvabilité généralisée et dégradé les consommateurs sur les plans physique et psychique.* ».

L'accélération de la mutation en cours fait ainsi émerger de nouveaux questionnements, de nouveaux défis, de nouveaux mouvements sociaux, qu'il faut aborder intellectuellement avant de décliner des réponses adaptées. C'est le chemin pour se réapproprier le temps long, pour être capable de proposer des perspectives mobilisatrices et ainsi ne pas être ballotté au gré des événements et des péripéties courtermistes. Il faut donc inventer, créer, faire face à un monde nouveau. Il faut saisir les mutations en cours, entendre les cris, agréger et donner du sens aux mouvements émergents pour constituer ce que certains qualifient de « bloc historique ». Sa définition demandant également, bien entendu, une analyse de la structure productive en transformation et ses conséquences sur nos sociétés... le champ est vaste, la mise en mouvement cohérente des ouvrages en la matière et sa promotion déterminante, incontournable.

## POUR UNE RÉPUBLIQUE DE L'ÉMANCIPATION : POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE ECOLOGISTE

« Aujourd'hui, tout est à repenser. Tout est à recommencer.

Tout en fait a recommencé mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de commencements, modestes, invisibles, marginaux, dispersés. Car il existe déjà, sur tous les continents, un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives locales, dans le sens de la régénération économique, ou éthique, ou de la réforme de vie. Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier, et de les conjuguer en une pluralité de chemins réformateurs. Ce sont les voies multiples qui pourront, en se développant conjointement, se conjuguer pour former la Voie nouvelle, laquelle nous mènerait vers l'encore invisible et inconcevable

Métamorphose. »

Edgar Morin

Ma Gauche

*« Une République n'est point fondée sur la vertu ; elle l'est sur l'ambition de chaque citoyen, qui contient l'ambition des autres. »*

Voltaire

Politique et Législation

Nous nous efforcerons donc, à l'avenir, de travailler à de nouvelles grilles de lecture, tout en faisant preuve de « l'intelligence du nouveau », selon la belle expression du philosophe Claude Lefort, à l'aune des principes républicains.

La question centrale consiste à déterminer comment à l'avenir la gauche va faire ré-émerger des cadres et des repères communs. En la matière, la définition de la République du 21ème siècle se doit d'être au cœur du débat.

Tout d'abord le cadre général : celui de la République.

La gauche a, par le passé, réussi à définir des concepts unificateurs : République, Universalisme, Laïcité, qui vont au-delà des singularités de chacun sans les nier mais en permettant le « vivre-ensemble ». Si ces concepts faiblissent, reculent, alors d'autres prennent la relève. Vincent Peillon dans son ouvrage sur la République précise les débats issus de la Révolution Française : « *Le médiateur de dieu, chez Michelet, n'était déjà plus le christ, mais celui qu'il nomme le « peuple social entre tous », c'est-à-dire le peuple français. Et donc il faut admettre, au sein de cette temporalité horizontale d'une République sans arrière-monde, que la République idéale et comme chimiquement pure n'a jamais existé. (...) à hauteur d'hommes, laïque, la République n'est le substitut d'aucun dieu. On ne peut donc prétendre en son nom se soustraire au débat, à l'échange, à la contradiction, imposer une vérité.* ».

La République est l'un de ces concepts qu'il nous faut donc sans cesse définir et qui, de fait, peut être affublé d'adjectifs multiples : laïque, sociale, démocratique, économique, écologique... autant de qualificatifs qui permettent d'aller plus loin et de lui donner plus de force. Ce concept est une partie de la réponse aux angoisses d'un peuple que la gauche ne peut laisser de côté, sous silence.

Redonner de la puissance au cadre républicain, c'est redonner du sens à la décision commune et donc à la politique, c'est déterminer les règles communes et les faire respecter, c'est redonner du pouvoir aux citoyens et à leurs représentants, c'est le fondement de notre vie en société, celui du contrat social. Elle rassemble et crée un élan.

L'autre approche consisterait à résumer la République à une question d'autorité... Cela serait lui extraire une immense partie de sa substance... et cela faciliterait bien des discours. On notera d'ailleurs que la limitation de la République à une Nation figée et à l'Ordre permet toutes les réappropriations et interprétations dont le Front de Droites Dures ne se prive pas.

Les principes républicains redéfinis, recadrés, il faut également créer du mouvement, définir des perspectives mobilisatrices : la définition d'une République Sociale-Ecologique qui met l'homme au cœur du système en est une. Dans la poursuite de l'analyse des courants émergents

d'Edgar Maurin, on relèvera que Jérémy Rifkin, spécialiste de la prospective, a revu l'histoire de l'humanité à l'aune de l'empathie, que le concept de coopération émerge de plus en plus, comme celui de « l'économie positive » qui insiste sur la prise en compte accrue des générations à venir, du rôle de l'école, de la place centrale de notre environnement, de la formation continue... le retour des concepts liés aux rapports humains, simples (ou pas...), met en avant une volonté de réappropriation collective et de remise de l'homme et de son environnement au cœur du système. L'approche est générale, peut sembler vague, mais elle fixe un cap, constitue un repère dans l'action. Elle nécessite également l'analyse des rapports de force qui structurent nos sociétés et la construction d'outils permettant d'y faire face... redonner sa place à l'homme, mettre l'environnement au cœur de tous les sujets, c'est aussi penser les pesanteurs du système, les dérives financières, la montée structurelle des inégalités comme soulevé par Thomas Piketty...

L'émergence d'une République Social-écologique, c'est un nouvel horizon pour notre génération et celles à venir. Un défi pour notre humanité. Il dépasse nos frontières, crée un point de convergence universel. Ce défi est de fait internationaliste. Il se doit d'être abordé à toutes les échelles géographiques, aujourd'hui et maintenant, mais aussi demain et après-demain. Il concerne ainsi notre génération mais aussi celles qui suivent. Agir ici et maintenant de manière exemplaire, porter nos positions à l'échelle européenne mais aussi mondiale, et penser notre positionnement à l'aune de cette perspective. La capacité mobilisatrice d'un tel horizon est déterminante. Elle permet d'agir comme un catalyseur des énergies existantes et de donner du sens à l'action menée.

L'Europe, la « mondialisation », doivent ainsi être abordées systématiquement sous cet angle. Les conséquences d'une telle approche sont sans fin : la notion de « juste échange » revient au centre, la prise en main démocratique de notre destin commun également, les approches coopératives s'immiscent au cœur du système...

Cela ouvre également un champ considérable au sein de notre pays, de notre Nation. Nous devons avoir la volonté de transformer et d'être exemplaires.

C'est le sens du progrès de demain : l'émergence d'une République Sociale-Ecologiste. Elle mériterait bien évidemment un long développement mais ce n'est pas l'objet de ce présent essai, peut être un jour prochain...

## **DES GAUCHES RÉUNIES POUR PENSER PUIS AGIR.**

A gauche, beaucoup de courants de pensée vivent côte à côte, parfois se retrouvent, parfois s'entrechoquent... nos différences ne seront jamais assez importantes pour oublier la nécessité de s'unir face à ce Front de Droites Dures qui aujourd'hui gagne du terrain.

Toutefois, si l'appel à la responsabilité est nécessaire, il ne saurait être suffisant. Il faut être capable de créer du mouvement à travers des perspectives nouvelles, de construire un cadre républicain permettant le « vivre ensemble », de définir et de proposer une République Sociale Ecologiste en mouvement... Les accords politiques, la réalisation de fines additions pour accéder au pouvoir ne peuvent suffire pour créer les conditions culturelles du changement et, de fait, pour résoudre le dilemme de l'union des diversités. La construction de sens est le préalable incontournable.

La gauche a le devoir de recréer l'espoir. L'espoir parle aux tripes autant qu'à la raison, il parle de sentiments, de passions, autant que de logiques et de déductions. C'est l'articulation de l'envie et de la raison qui créera le mouvement nécessaire. Pour cela, il faut un dessein, une pensée pour affronter le monde nouveau dans lequel nous sommes plongés. Les défis sont démocratiques, écologiques, économiques, sociaux... ils forment un tout et non une multitude.

La bataille des idées est lancée. Cela commence par là, toujours... Allons-y, avec enthousiasme, détermination et espoir.





# *Table des matières*

<b>LES OUTILS DE L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE D'UN FRONT DE DROITES DURES</b>	<b>9</b>
1/ Le retour des valeurs chrétiennes historiques au cœur de notre culture et le refus du multiculturalisme	11
La religion pour répondre à la question du sens et la remise en cause de la philosophie des Lumières	13
Passage de la religion aux « valeurs chrétiennes historiques » au cœur de notre culture	17
L'Islam pour cimenter l'offensive idéologique	20
Multiculturalisme : offensive des droites dures européennes	25
2/ Des cadres figés pour rassurer et protéger	27
Nation : les références du passé à nouveau convoquées	28
L'Europe et la mondialisation : cotes en baisse, cotes d'alerte	33
La famille : une valeur refuge, un terrain du débat idéologique	39
Une réponse aux bouleversements des cadres : le basculement vers l'interventionnisme de l'Etat au cœur de la nouvelle rhétorique	46
3/ Le Peuple : construction d'un dialogue direct et critique du système en place	51
S'adresser directement au Peuple et créer les divisions à son profit	52
La cassure territoriale	54
L'attaque contre « la pensée unique » : une libéralisation de la parole	56

<b>LE FN : UNE OFFENSIVE POUR LE POUVOIR</b>	<b>59</b>
1/ Une offensive pour le pouvoir	61
Rapport au pouvoir : un basculement pour ouvrir le champ des possibles...	62
Une tentative de basculement vers un « parti populaire »	64
La tripartition de l'espace politique	69
Une droitisation générale	72
Des stratégies pour le pouvoir qui commencent à diverger au cœur du FN	74
Le chemin de la dédiablement est plus complexe qu'il n'y paraît...	75
Quid du « Front Républicain » ?	76
2/ Sympathisants FN - LR : convergences et oppositions	77
Les thématiques au cœur de l'identité du FN : immigration – islam – sécurité – assistanat	78
Priorités respectives des électors FN et LR	80
Milieux populaires et sympathisants de LR : une approche qui donne d'importants éclaircissements	81
Volonté d'alliances et conséquences politiques	84
Sarkozy a décidé de construire une stratégie « offensive » et déjà rôdée face au FN... et cela fait bouger les lignes...	86
<b>NOUVELLES PERSPECTIVES</b>	<b>87</b>
Pour une République de l'émancipation : pour une République Sociale Ecologiste	91
Des gauches réunies pour penser puis agir	95



## Résumé

Dans un contexte de crise et un monde en profonde mutation, un Front de Droites Dures a lancé son offensive idéologique.

S'appuyant sur les angoisses générées par les transformations de notre temps, il propose une grille de lecture et avance ses pions. Le Front de Droites Dures, réactionnaire, répond aux besoins de repères et de protection, armé de quelques-unes de ses vieilles recettes remises au goût du jour...

Chantre de son émergence, Patrick Buisson, idéologue et conseiller des princes, a développé une stratégie politique conduisant à la convergence des forces conservatrices. Nicolas Sarkozy, à l'oreille duquel il chuchota, déclarait ainsi en 2007 : « *Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées.* » ... Aujourd'hui, ce Front de Droites Dures se bâtit, pierre après pierre, en tissant un lien systématique et immuable entre nos « valeurs chrétiennes historiques », notre culture et notre identité. Ainsi, la religion n'est plus religion, elle devient notre culture ; elle n'est plus religion, elle est la défense de nos valeurs historiques ; elle n'est plus religion, elle est notre identité. Un conservatisme global est en construction. Il est en marche, il se trouve au centre d'une recomposition progressive de l'espace politique. Il est au cœur de l'émergence d'un Front de Droites Dures, il est culturel et politique, il vient brouiller les lignes, il est de plus en plus présent dans les têtes et dans les urnes. »...



Il s'agit de faire vivre le débat, de proposer des grilles de lecture, de saisir les lames de fond en mouvement, de penser les évolutions du monde d'aujourd'hui et d'en tirer toutes les conséquences

pour édifier celui de demain.

Nous avons des sensibilités multiples et la volonté de créer passerelles et espaces communs pour apporter notre modeste contribution face aux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle naissant.